

Rouge

Les Verts
allemands
en congrès
par notre envoyée
spéciale

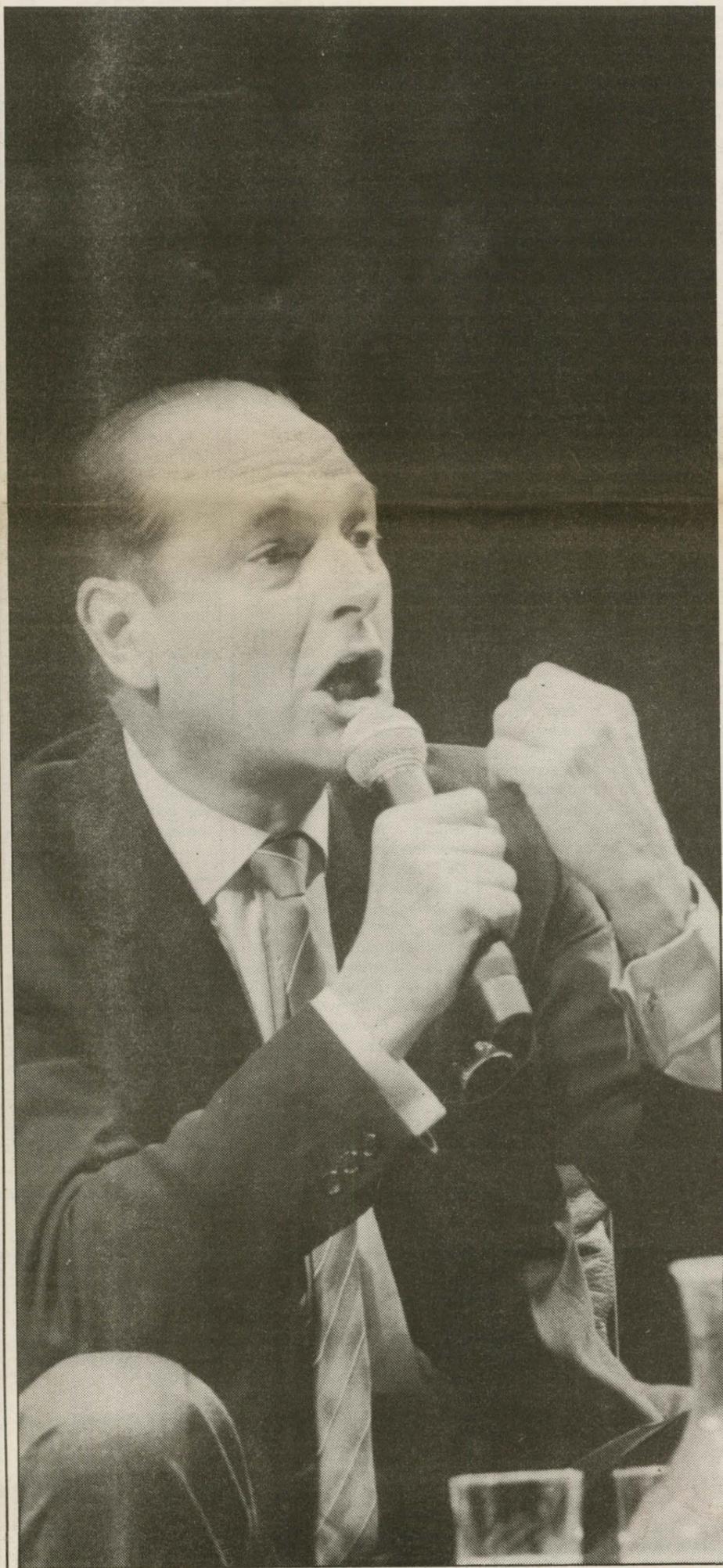
p. 12-13

M 1578 N° 1189 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 19 déc. 85 au 1^{er} janv. 86

Prêts....



...pour cohabiter

Rouge questionne ses lecteurs

A vos plumes !

Les réponses au questionnaire n'arrivent pas, bien sûr, par sacs postaux complets, au petit matin. Mais, peu à peu, lentement mais sûrement, elles nous parviennent. Pour l'instant, nous avons réussi à dépouiller la moitié des réponses. Et les chiffres que nous donnons plus loin sont issus de ce premier recensement, forcément partiel. Juste pour vous allécher, voici quelques extraits. Plus tard, début janvier, nous publierons le recensement des réponses et de nombreuses suggestions et remarques que vous nous avez fait parvenir.

Nous nous attendions à un flot de critiques. Eh, bien non, les réponses sont chaleureuses. Louanges, polémiques, tirs à boulets rouges sont, bien sûr, au rendez-vous. Mais elles sont faites en connaissance de cause : 70 % des lecteurs qui nous ont répondu lisent le journal intégralement ou presque.

L'ardeur des réponses est au service de la défense des articles qui ont intéressé. Les articles vedettes de ces derniers temps sont ceux sur la flexibilité (23 %) et sur la

Les questions n'attirent pas les réponses

« J'ai essayé de répondre au questionnaire, mais ça s'avère impossible. Comme tout questionnaire, on est coincé. Les questions n'attirent pas les réponses que l'on voudrait donner. Quand je lis *Rouge*, je parcours tout d'abord tous les articles et je m'arrête sur celui qui m'intéresse le plus. Ce n'est pas toujours la même rubrique. Ce que je recherche, ce sont les nouvelles des luttes des travailleurs en France et à l'étranger ; j'aime à ce que les articles soient clairs, concis, brefs [...] »

L. Q. d'Arcueil

marche pour l'égalité (19 %). D'ailleurs, ceux-ci sont largement plus nombreux et plus plébiscités que la catégorie inverse : ceux qui n'ont pas intéressé. Généralement, ces derniers sont juste relevés, au passage. La question est là, il faut bien répondre... Le résultat ? Le plus fort pourcentage ? 14 % des réponses estiment que les articles syndicaux ne sont pas intéressants.

Oui, nos lecteurs trouvent un complément d'information ou d'autres informations dans *Rouge*. Et cette opinion est quasiment unanime, ouf ! Mais ces questions n'étaient-elles pas idiotes ? A en croire certains... « Heureusement, sinon... », « certainement oui », répondent respectivement N. P. de Privas et J. B. de Villeblierin. Les autres informations sont essentiellement « sur les luttes, sur une actualité oubliée des grands médias » (J. L. de Marquette-Lille) et « les études sur certains sujets » (J. S. d'Argenton-sur-Creuse). Mais surtout, « plus qu'un complément, un autre point de vue », écrit F. V. de Paris. Pour Y. G. de Vaumas, « *Rouge* est une voix différente, qui explique bien les coulisses de la vie publique. »

Et la diffusion ?

« Concernant la diffusion, elle est nulle. Il n'y a pas moyen de trouver *Rouge* ailleurs qu'à la Brèche ou auprès des militants. Ce qui ne favorise pas la diffusion des idées. Il est vrai que les commerçants diffusent plus facilement des feuilles de chou fascistes comme *Minute* et même quand ils ont *Rouge*, on doit le leur demander, ils te le font répéter de manière indécente, avant de le sortir de dessous le comptoir ou de l'arrière boutique. J'ai déjà eu plusieurs fois le coup avant de m'abonner. Suggestions : la LCR devrait diffuser *Rouge* plus massivement, faire plus attention à la diffusion de ses idées. [...] »

R. G. de Breuille

Comment avez-vous connu *Rouge* ?
 Lisez-vous *Rouge* intégralement ?
 Quelle page lisez-vous en premier ?
 En second ?
 Quelle(s) page(s) ne lisez-vous jamais ?
 Lisez-vous la page trois ?
 La page deux ?
 Lorsque vous lisez un article, vous arrive-t-il de ne pas le finir ?
 Si oui, pourquoi ?

Quels articles vous ont semblé intéressants ce dernier mois ?

Lesquels ne vous ont pas intéressés ?

Pourquoi ?

La page une est-elle attirante ?
 Adaptée à l'actualité de la semaine ?
 Souhaitez-vous plus de titre en une ?

La mise en page est-elle agréable ?

Est-elle assez aérée, trop aérée ?

Lisez-vous d'autres journaux, lesquels ?

Regardez-vous les infos à la télévision ?

Trouvez-vous, dans *Rouge* un complément d'information par rapport à vos autres lectures ?

D'autres informations ? ?

Souhaiteriez-vous plus de dossiers ?

Les articles sont-ils trop longs ? Trop courts ?

Les titres des articles attirent-ils ?
 Pourquoi ?

Les sujets traités dans *Rouge* vous semblent-ils assez variés ?

Lisez-vous la page culture ?
 Si non, pourquoi ?

Avez-vous des suggestions, d'autres remarques ?

Toutes vos réponses doivent nous parvenir le plus vite possible à l'adresse suivante : rédaction de *Rouge*, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil.

Nom Prénom
 Profession Age Ville

(Renseignements bien sûr facultatifs mais ils nous permettent de mieux connaître nos lecteurs...)

« Votre appréciation sur les titres ? M. M. de Vitry la résume : « Ils donnent envie de lire les articles. » Ils sont « percutants, mais sérieux » pour F. L. d'Aix-en-Provence, et « assez choc, réalistes » pour P. A. de Carcassonne. Mais pour S. G. de Paris, ils « annoncent parfois trop la conclusion ». Une appréciation positive, donc dans l'ensemble, même si « un peu d'humour ferait du bien », rappelle L. G. de Paris.

La forme, le style, le langage arrivent au hit-parade des critiques. Elles sont parfois violentes, comme L. G. de Paris qui nous écrit que « généralement, la fin des articles, on la connaît d'avance, le style militant du genre slogan : "pour", "contre", "tous ensemble", etc. » Pour lui, il faudrait « un langage plus agressif et moins militant ».

Bref, il a l'impression « de lire un bulletin d'information pour des militants confirmés, c'est assez rebutant. » « Pourquoi *Rouge* est-il si mal écrit ? Certains camarades ne sont-ils pas journalistes de leur métier ? », nous demande N. D. de Romans. Si M. L. T. de Grenoble abandonne la lecture de certains articles en cours de route, c'est « parce que la lecture en est monotone, pas assez simple et claire ».

Et les propositions sont nombreuses, ainsi : « Gardons nos analyses, modifions notre langage trop objectiviste. Par exemple, au lieu de mettre : "Droit de vote pour les immigrés", mettre "je vis ici, je vote ici". On a l'impression souvent d'un langage rabâché et dépersonnalisé. »

La rubrique culture ne laisse pas indifférent. Elle est lue, elle n'est pas lue, elle est

encouragée, elle est conspuée, bref, l'abstention n'a pas été de rigueur. D'un côté, « elle est de qualité, félicitations », écrit P. F. de Brest ; « J'aime bien "Sur le petit écran" de Lazlo, j'aime bien *Piotr pour le ciné* et j'aime bien *Gouskett ! Domage qu'il n'y en ait pas chaque semaine* », nous communique avec ferveur S. G. de Paris. De l'autre, O. C. de Rompon la trouve « chiant, ésotérique, dogmatique, incompétente... Idem pour la télévision ». Autre critique, le parisianisme. « Elle est souvent marquée de préjugés "grands Français". Elle ignore rigoureusement la création et la vie culturelle des peuples de France », juge Y. G. de Tain l'Hermitage. En tout cas, la page culture est sur la seconde marche du podium des pages inintéressantes (8 %).

Bien sûr, d'autres critiques,

Notre carte de visite

« *Rouge* devrait être plus "branché", genre *l'Événement du Jeudi* ou *l'Humanité-Dimanche* avec de la couleur à la une, plus de titres, un nouveau nom, du papier plus rigide (genre recyclage), un format plus petit, comme *l'Humanité-Dimanche*.

Notre journal, c'est notre carte de visite, il doit avoir un contenu lisible par tous en plus d'être "physiquement" attirant. Plus de reportages sont nécessaires avec des photos adaptées, nous avons un réseau de correspondants important qui peut faire du bon boulot. Plusieurs pages d'actualité avec des articles courts. Des articles "inter" courts et bien centrés. Plusieurs pages culture "pas chiantes" à lire, avec des choses différentes qui peuvent intéresser tout le monde. A l'heure où on parle de "cibler" pour vendre un produit, nous devons utiliser les méthodes des capitalistes pour faire connaître nos idées. »

G. P. de Louviers

Admiratif malgré des critiques

« *Rouge* devrait être ouvert aussi vers l'extérieur, vers les gens ne connaissant pas (ou mal) la LCR et les courants révolutionnaires dans leur ensemble. Ainsi le journal serait beaucoup moins austère et même moins difficile à lire... Pourtant, ces critiques, peut-être parfois exagérées, ne doivent pas dissimuler mon admiration devant les journalistes-militants de *Rouge* qui, avec des moyens dérisoires, si ridicules, nous permettent de nous tenir au courant, de nous informer (ce que ne font pas les médias !). »

P. A. de Carcassonne

d'autres appréciations existent. Nous y reviendrons... Mais, vous, qu'en pensez-vous ? Alors, répondez-nous. Vous avez jusqu'au 1^{er} janvier pour le faire, après il sera trop tard. Pour finir, laissons la parole à G. S. de Paris : « J'ai beaucoup apprécié le questionnaire, car il contribue au rapprochement du journal vers le lecteur. »

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- ◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
- ◆ Gérant : Léon Crémieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- ◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922



Dessin de Plantu, tiré du Monde.

Les dessous d'une opération médiatique

Mitterrand ne sait plus où donner de la tête pour occuper le devant de la scène. C'est la conséquence d'une situation où les socialistes partent battus face à une droite revancharde. C'est aussi, au moment où la droite et le PS se disent prêts à cohabiter, la traduction d'un vieux dessein de l'hôte de l'Élysée.

Il est partout ! Ce président que l'on surnommait « le sphinx », donne aujourd'hui l'impression de ne plus savoir où donner de la tête. En quelques jours, il répond aux questions du *Matin*, participe à l'émission d'Elkabbach sur Europe 1 et donne une représentation sur TF 1, en compagnie de l'animateur-vedette de la chaîne. Et ce n'est pas fini puisque, l'an prochain, sont d'ores et déjà prévus d'autres émissions et plusieurs rassemblements.

Les prédécesseurs de François Mitterrand nous avaient habitués, dans la dernière ligne droite des campagnes législatives, à des interventions destinées à faire apparaître le « bon choix » aux électeurs. Cette fois, cependant, l'élu de 1981 s'implique directement dans le bilan gouvernemental. « Au fond, expliquait-il le 15 décembre sur TF 1, les Français qui ont à se plaindre, c'est à moi qu'ils doivent s'adresser. »

Dernier atout

Monter en première ligne présente, pour le président, un risque évident. Si, comme les sondages l'indiquent, les socialistes essuient une défaite en mars 1986, il sera personnellement atteint. Ses marges de manœuvre pour se maintenir en place risquent d'en être considérablement affaiblies. Mais il n'a guère le choix. Car, même si la majorité est battue, il doit éviter qu'un effondrement du Parti socialiste le laisse totalement impuissant devant la droite triomphante.

Or, les hiérarques de la rue de Solferino abordent la campagne dans une ambiance de fin de règne. Laurent Fabius semble prendre un malin plaisir à marquer des buts contre son camp. Quant à Lionel Jospin, il montre bien des difficultés à accrocher les wagons du parti à la locomotive du gouvernement. Il est vrai que la tâche n'est pas aisée lorsqu'il s'agit de

défendre un bilan marqué par des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires, une baisse du pouvoir d'achat, une attaque sans précédent contre les acquis ouvriers.

Jusque dans leurs affiches qui appellent « au secours », les chefs du PS se résignent à leur défaite. André Billardon, président du groupe parlementaire, explique par exemple, dans une interview au *Quotidien de Paris* : « La question n'est pas : allons-nous avoir la majorité, mais pourrions-nous être la première force politique au sein de l'Assemblée ? C'est presque un défi que je m'adresse... » Et Pierre Mauroy renchérit, à l'occasion du comité directeur : « Nous devons resituer les prochaines élections législatives (...) comme un rendez-vous certes important mais non décisif. Le vrai rendez-vous, c'est l'élection présidentielle. »

L'échéance de mars prochain ainsi relativisée, les luttes de cliques reprennent de plus belle. On vient donc de voir Michel Rocard déclarer à l'hebdomadaire américain *Newsweek* qu'il ne pensait pas que les socialistes puissent gagner les élections et qu'il serait, quoi que décide sa formation, candidat à la prochaine présidentielle.

Dans des conditions aussi détériorées, le chef de l'État représente le dernier atout, la pièce-maîtresse du dispositif électoral des socialistes. Ce qui le contraint à se substituer à un Premier ministre et à un premier secrétaire subitement défaillants. On aurait pourtant tort de croire que Mitterrand ne se con-

çoit que comme le chef de bataille de la majorité. Il jette dès maintenant les bases de son propre projet.

La sérénité du Machiavel

Utilisant toutes les ficelles de sa fonction sous la V^e République, l'hôte de l'Élysée entend désormais fonder l'image d'un président au-dessus de la mêlée et prenant ses distances avec des affrontements politiques qu'il décrit comme dépassés. « Gauche et droite, c'est vrai que ces mots se sont un peu usés », expliquait-il à Mourousi, le 15 décembre, ajoutant qu'il ne voulait pas se « mêler de polémiques subalternes ». La cohabitation n'est dès lors plus évoquée comme un problème : « La majorité des élus verra naturellement le président de la République lui confier le soin de gouverner et le président de la République respectera d'autant mieux la liberté d'action de ce gouvernement qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français. »

Tout, jusqu'aux gestes et au sourire — sur lesquels la presse a abondamment disserté — est censé incarner cette perspective. Mitterrand se veut celui qui démine le jeu politique, qui efface les aspérités de la polémique, qui plaide pour la synthèse de toutes les opinions. Son vocabulaire ne trompe pas : « Je n'ai pas de raison d'attaquer les personnes ni souvent les idées d'une opposition qui représente aussi une partie de la France. »

Progressivement, c'est une vieille ambition qui revient au premier plan. Face à une droite dont les chefs de file s'entredéchirent, à un PS dont aucun présidentiable ne parvient à supplanter ses concurrents, le premier personnage de l'État cherche à se présenter comme l'unique garant crédible de l'unité et de la stabilité du pays. A terme, il aspire peut-être même à créer les conditions pour briguer un nouveau mandat, si les circonstances lui paraissent favorables. Quelle autre signification peut bien avoir son insistance à relever, à la

télévision, qu'il n'aura que quatre-vingt-quatre ans en l'an 2 000 ? La nature monarchique des institutions gaulliennes trouve ici son aboutissement.

Quelle viabilité peut-on accorder à un pareil projet ? Il est trop tôt pour le dire, même si Mitterrand aura les pires difficultés à marier jusqu'au bout son appui au PS et son image de rassembleur. Reste que dans l'immédiat, il bénéficie du rapprochement éloquent des programmes de la droite et de la social-démocratie qui, chacune en fonction de ses propres contradictions, préparent la cohabitation (voir page 4).

Ne pas rester téléspectateurs

De la réussite ou non de la gigantesque opération médiatique en cours, les travailleurs n'ont rien à attendre. Si la droite l'emporte dans trois mois, le maintien de Mitterrand à l'Élysée ne saurait constituer une quelconque garantie pour la défense de leurs intérêts. Avec une majorité absolue de la gauche au Palais-Bourbon, les cinq années écoulées n'ont-elles pas été marquées par la destruction systématique de l'aspiration populaire au changement ? Pour barrer la route à une droite revancharde, pour mettre en échec les projets patronaux, la classe ouvrière ne peut compter que sur sa mobilisation. Seule, celle-ci peut imposer une politique réellement tournée vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre et battre l'austérité.

Cette voie, celle de l'opposition résolue au retour de la réaction et aux reniements gouvernementaux, celle de la lutte pour le socialisme, doit être défendue avec force dans la campagne électorale. Des centaines de milliers de travailleurs doivent pouvoir exprimer que c'est là le chemin pour refonder l'espoir à gauche. Nul, dans la gauche traditionnelle, ne le fera. Surtout pas le Parti communiste qui, après avoir cautionné la politique de rigueur, s'efforce de le faire oublier sans toutefois proposer d'autre perspective que son propre renflouement électoral.

C'est pourquoi, dans le maximum de départements, des candidatures clairement anticapitalistes doivent être présentes. La LCR s'est assignée cet objectif ambitieux, en dépit des obstacles rencontrés jusque dans les rangs de l'extrême gauche (voir page 5). Pour le remplir, elle a besoin du soutien de tous, sympathisants ou travailleurs qui partagent ses objectifs.

Christian Picquet

« Rouge » s'interrompt pendant une semaine.
Il reprendra sa parution le 3 janvier.
La rédaction souhaite de bonnes fêtes à tous ses lecteurs.

Programmes pour la cohabitation

PS: socialisme quesaco ?

Sur quel programme battre la campagne ? Voilà une question qui agite le sérail de la rue de Solferino. Les données du problème sont, il est vrai, ardues. Pour reconquérir l'électorat perdu depuis 1981, il faudrait que le Parti socialiste se mette à l'unisson des aspirations populaires. Il s'agit évidemment là d'une mission impossible lorsqu'on est la principale composante d'un gouvernement qui poursuit une politique tout entière tournée contre les travailleurs. Et ce serait surtout contraire aux visées de l'hôte de l'Elysée qui entend, après mars 1986, utiliser le groupe parlementaire socialiste au service de ses manœuvres pour réussir sa collaboration avec la droite.

Pour sortir de la contradiction, le PS a donc fait le choix de soumettre aux électeurs une plate-forme de cohabitation. C'est sans doute Pierre Mauroy qui systématise le mieux cette évolution. Il faut, dit-il, « recentrer la campagne sur le président de la République ». Et il propose trois slogans centraux : « Voter socialiste, c'est approuver le bilan de François Mitterrand, c'est permettre à François Mitterrand de poursuivre son action, c'est éviter la paralysie des institutions. » Pour lui, le but est clair : « Si, par hypothèse, le chef de l'Etat se trouvait en situation de ne plus pouvoir faire fonctionner les institutions, il faut qu'il demeure libre de ses choix et de ses décisions ».

Sans relativiser autant l'échéance législative, la plate-forme adoptée par le comité directeur du 14 décembre ne dit pas autre chose, dans sa conclusion : « Au cours de la prochaine législature, notre soutien à François Mitterrand, président de la République, permettra à la France de progresser sur la voie du socialisme. »

Tout découle de cette approche. Pas une seule fois, le mot « socialisme » n'apparaît dans les mesures mises en avant par le PS. Les têtes de chapitre — « développer la solidarité », « étendre les libertés », « maîtriser notre avenir » — s'inspirent directement de la philosophie gouvernementale de « moderniser

et rassembler ». Quant aux « audaces » susceptibles de provoquer un affrontement avec la droite, elles ont été purement et simplement éliminées.

Ainsi, le texte initial proposé par Dominique Strauss-Kahn, au nom du secrétariat national, proposait un minimum social garanti, la mutualisation des coûts liés à la mutation économique, le vote des immigrés aux élections locales. Les deux premiers points — en dépit de leur caractère bien peu révolutionnaire — sont renvoyés à une échéance lointaine, sous prétexte d'« instauration progressive ». Et pour le dernier, il ne s'agit plus que d'« examiner » le problème, dans la phase finale d'un processus d'intégration des immigrés à la société française. Quand l'examen interviendra-t-il ? François Mitterrand a déjà répondu : « Le moment venu. » Le Pen et la droite n'ont donc pas à s'inquiéter d'une mesure qui réduirait à néant leurs menées xénophobes.

Pour le reste, la plate-forme socialiste rabâche des thèmes propres à permettre la coexistence pacifique d'une majorité réactionnaire et d'un président socialiste. On y parle par exemple du « maintien de trois axes pour la politique de sécurité : prévention, répression, réparation ». Si l'on excepte les déclarations fracassantes de Barre ou de Peyrefitte sur le rétablissement de la peine de mort, la droite s'affirme également pour la prévention et... la répression.

Il en va de même pour la partie économique. Adossées aux orientations actuelles du pouvoir, les mesures envisagées permettent de multiplier les cadeaux aux patrons et de généraliser la flexibilité du travail : « Aménagement de la fiscalité et des cotisations sociales pour favoriser les accords sur la réduction du temps de travail ». Quant au secteur public, les « propositions nouvelles » du PS ne visent qu'à négocier les dénationalisations voulues par l'opposition : « Loi donnant souplesse aux entreprises nationalisées pour leurs cessions et leurs acquisitions ».

Sans doute, nombre de militants socialistes sont-ils aujourd'hui mal à l'aise devant un pareil programme. On les comprend. A quoi sert-il de dramatiser l'éventuel retour de la droite aux affaires si c'est pour ne lui opposer qu'un rempart aussi dérisoire ?

André Terroux



Fabius et Jospin, au congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. Et Chirac et Toubon, à la fête des jeunes du RPR. Un week-end bien rempli...

Droite: profil bas

Plus s'approche l'échéance fatidique de mars prochain, plus la droite adopte un profil bas. Il est bien loin le temps des déclarations fracassantes sur la suppression du SMIC ou de la cinquième semaine de congés payés. Le RPR, comme l'UDF, veut à tout prix éviter de provoquer un sursaut de l'électorat populaire face à la menace de leur retour au pouvoir. Et quelle que soit l'attitude respective des chefs de file face au problème de la cohabitation, ils tracent les contours de ce « bloc de consentement mutuel » que François Mitterrand appelait récemment de ses vœux.

Durant des mois, les partis réactionnaires ont prôné le retour à un libéralisme sans bornes. Désétatisation, déréglementation : tels étaient les maîtres mots de leurs campagnes. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Raymond Barre n'hésite pas à s'afficher partisan d'un keynésianisme prudent. L'Etat, indiquait-il le 12 décembre, « a un rôle décisif à jouer d'incitation et de régulation dans l'économie. » Et il condamnait son « dénigrement systématique » au nom d'un « libéralisme simpliste ».

Même son de cloche au RPR qui, après avoir fustigé l'héritage du « colbertisme », reconnaît à présent que « l'Etat ne peut se désintéresser du futur du pays ». Michel Noir, député chiraquien du Rhône, va même jusqu'à exclure la dénationalisation de Renault et à promettre la privatisation « progressive sur cinq ans » du secteur public.

Complétant cette évolution, l'opposition a désormais pour la politique sociale du gouvernement les yeux de Chimène. Barre exalte la flexibilité du travail : « Le bon sens des salariés va aujourd'hui dans le sens de la flexibilité. » Les TUC, jadis railés, sont désormais portés au pinacle. « Il faudra, vient de proclamer Chirac, les maintenir et même les étendre au secteur privé jusqu'à ce que la situation de l'emploi s'améliore. Car il vaut toujours mieux travailler et se rendre utile que ne rien faire du tout ». S'inspirant manifestement des déclarations du ministre du Travail, il ajoute même : « Si on travaille davantage et plus librement, la situation de l'emploi sera inversée en quelques années. »

Voilà qui est clair. Au fur

et à mesure qu'ils se rapprochent de leur possible victoire aux élections, les responsables de la droite se trouvent contraints d'atténuer leur démagogie antérieure. Ce faisant, ils reconnaissent implicitement que la politique des socialistes satisfait aux exigences fondamentales du grand patronat.

Le « bloc de consentement mutuel » n'est donc plus seulement un rêve. Il est d'ores et déjà une réalité. Et comme du consentement à la cohabitation, il n'y a qu'un pas, on assiste à une véritable course à Matignon, qui vient notamment de se traduire par l'acte de candidature de Chaban-Delmas, contrecarrant les ambitions de Chirac.

Au-delà de ces rivalités intestines, les appareils de la droite cherchent à éviter la déstabilisation qui pourrait résulter de mars 1986. Chaban l'explique très clairement : « Celui qui sera à l'origine d'une crise de régime, de troubles extrêmes et peut-être du chaos, en rendra compte aux Français. » Comme en écho, Claude Labbé, le président du groupe RPR à l'Assemblée, déclare : « Si nous

affolons l'opinion publique avec des hypothèses tragiques, on peut craindre qu'il y ait des répercussions sur le scrutin. »

Tous ces propos lénifiants ne doivent cependant pas masquer la véritable nature de l'offensive réactionnaire. Barre explique fort nettement qu'il s'agira, après 1986, de s'appuyer sur les mesures gouvernementales actuelles pour porter de nouveaux coups aux salariés et au Code du travail. Il entend ainsi, par voie législative, permettre « de déroger aux dispositions existantes par accord entre le chef d'entreprise et les représentants élus du personnel ou du personnel consulté par vote à bulletin secret. C'est comme cela qu'on instituera la flexibilité. » La voie serait dès lors ouverte au plus complet arbitraire patronal. Un arbitraire fort inquiétant quand l'ancien Premier ministre de Giscard lui donne la couleur de Vichy, comme le 15 décembre à Lyon : « Oui au travail, oui à la famille, oui à la patrie. »

**Critique
Communiste**

Vient de paraître

Où en sommes-nous ?

« Une force pour avancer », « la France qui avance », « Au secours la droite revient », des équipes jeunes et dynamiques à l'haleine fraîche qui se tiennent par la main en marchant vers l'avenir, des sourires Gibs. Bref, la campagne électorale a commencé et les murs de France sont recouverts de tout sauf de politique.

La droite, malgré ses divisions internes, est sûre de gagner, le PS, quant à lui, en est convaincu et le PCF s'en fiche éperdument. En fait, tous les grands partis ne se préoccupent plus que de l'après-1986. Cohabitation, cogestion ou opposition, voilà le débat central qui agite la direction du PS dont le seul but est de perdre le moins possible pour rester en France une force « incontournable ». Les ambitions du PCF sont plus mesurées : pour Georges Marchais, ces élections doivent être simplement l'occasion de stop-

per l'hémorragie électorale et militante en faisant oublier sa participation au gouvernement.

Dès lors, les dés sont complètement pipés. On nous demande de choisir entre le maintien de la politique d'austérité avec un gouvernement de gauche ou son renforcement avec un pouvoir de droite. C'est un autre choix que la LCR voulait présenter aux travailleurs. Celui du refus de l'austérité, qu'elle soit de gauche ou de droite.

Pour cela, nous nous sommes adressés à toutes les

forces qui se situent à gauche de la gauche officielle et nous leur avons proposé de commencer à nous rassembler de façon à jeter les bases en France d'un large courant anticapitaliste respectant les diversités des uns et des autres mais d'accord pour débattre et agir ensemble. Cette proposition tenait compte du désarroi actuel qui existe dans les rangs du mouvement ouvrier. Elle tenait compte aussi de la volonté de milliers de militants, organisés ou non, de dégager une alternative face aux menaces de la droite et de l'extrême droite et aux capitulations de la gauche.

Dans cette bataille unitaire, où la LCR a pris toutes ses responsabilités, nous nous sommes heurtés au scepticisme des uns et au sectarisme des autres. Cependant, malgré une situation difficile où il y a peu de mobilisations sociales, une série d'initiatives ont été prises qui jettent les bases de regroupements qui pourront se développer à la faveur des luttes à venir et des déchantements à l'œuvre dans le mouvement ouvrier. Dans environ trente-cinq départements, des collectifs unitaires ont vu le jour, réunissant pour la première fois des militants d'organisations (PSU, LCR, PAC, FGA, UDB...) et des militants actifs dans les organisations syndicales, antiracistes, féministes, etc. Malgré des résultats inégaux et parfois de réelles con-

fusions politiques, les graines ont été jetées.

L'état des regroupements

Par contre, ces regroupements n'auront que peu de traduction sur le plan électoral. La nature encore diversifiée de ces regroupements locaux n'a malheureusement pas permis d'établir des listes nationales pour les prochaines élections. En outre, la majorité de ces collectifs ont estimé que les conditions n'étaient pas encore mûres pour qu'ils puissent présenter des listes.

Il y aura donc vraisemblablement des listes « alternatives » dans une douzaine de départements limitées aux régionales et peut-être cinq ou six listes unitaires pour les législatives. Avec en plus la présence du MPPT qui a la lucidité de ne pas se situer à l'extrême gauche, la confusion sera donc une fois de plus présente à ces élections. Ce ne sera pourtant pas de notre fait !

Et dans ce domaine, les camarades de LO portent une lourde responsabilité en refusant notre proposition de listes communes dans quarante départements. Le prétexte — ils ne veulent pas s'allier avec une organisation qui soutiendra par ailleurs les quelques listes unitaires

L'alternative, une réalité en mouvement

Plusieurs rencontres de collectifs alternatifs se sont tenues ces dernières semaines. Elles ont en général regroupées des militants de la LCR, du PSU, du PAC (ex-PCML), de la FGA ainsi que des syndicalistes, des antiracistes, des féministes, etc.

Bien que leurs résultats soient divers, ces rencontres se sont, en règle générale, organisées autour de commissions par thèmes. La plupart de ces réunions se sont achevées sur la décision des participants de continuer leurs activités communes, certains collec-

tifs décidant même la parution de bulletins.

On peut d'ores et déjà dresser une première liste de ces rencontres anticapitalistes : Lyon : 200 participants ; Seine-Saint-Denis : 140 participants ; Seine-et-Marne : 40 participants ; Montpellier : près de 300 participants ; Marseille : 130 participants ; Alpes-Maritimes : 100 participants ; Grenoble 80 participants ; Nantes : 70 participants ; Vosges : 50 participants ; Dordogne 80 participants ; Bretagne : plusieurs centaines de participants sur les quatre départements.

anticapitalistes — est dérisoire et totalement irresponsable.

Division lamentable

Disons-le tout net, cette division des révolutionnaires est lamentable et ne manquera pas de rejaillir sur leur crédibilité en même temps qu'elle découragera bon nombre de travailleurs éceurés par une telle dispersion. Mais cela ne nous empêchera nullement de mener notre campagne pour développer à la fois le programme de la LCR et en même temps montrer la nécessité du regroupement de toutes les forces authentiquement anticapitalistes. Puisqu'aucun accord national n'apparaît possible avec LO, la LCR ira à la

bataille sous son propre drapeau sans que cela ne l'empêche, parce que c'est sa politique, de participer et de soutenir les listes « alternatives » dans tous les départements où celles-ci se présenteront sur une plate-forme convergente avec la sienne.

Cette campagne et le soutien aux listes unitaires vont réclamer un effort sans précédent des militants et sympathisants de la LCR, notamment sur le plan financier. L'heure n'est pas aux lamentations face aux difficultés d'une campagne qui verra la division de l'extrême gauche. Mais en redoublant d'énergie pour défendre la politique de la LCR, nous aiderons à créer les conditions de l'indispensable renouvellement du mouvement ouvrier.

Alain Krivine

Le mauvais choix de la FGA

Où va la Fédération pour une gauche alternative ? Voilà une question qu'on est en droit de se poser en égard à l'attitude des membres de cette organisation dans plusieurs départements. Officiellement, les camarades de la FGA se présentent comme des partisans convaincus d'un regroupement sans exclusive, allant des Verts à l'extrême gauche. Reste que, malgré leurs références anticapitalistes, certains d'entre eux paraissent enclins à se rallier purement et simplement aux Verts, alors que ces derniers refusent toute alliance avec l'extrême gauche, toute référence à la lutte des classes et se complaisent dans un isolement apolitique : tel est leur choix.

Le problème, c'est que la FGA paraît tentée par la

même attitude. Elle s'efforce d'exclure la LCR des discussions unitaires en Seine-Saint-Denis ou dans le nord de la France. A Paris, elle soumet à ses partenaires des projets de plates-formes où la politique d'austérité, les responsabilités du gouvernement dans la situation actuelle du mouvement ouvrier comme la nécessaire rupture avec le capitalisme ne sont même pas évoquées.

Rechercher l'unité à tout prix sur n'importe quelle base pour bénéficier de l'« électorat Vert » serait-elle la politique de la FGA ? Si oui, cela confinerait davantage à une pratique électoraliste qu'à une pratique anticapitaliste alternative. Et ce n'est pas un bon choix.

R.D.

Après avoir invité Pierre Juquin, radio Fréquence-gay souhaitait organiser, le 12 décembre, un débat entre la LCR, LO et le MPPT. LO ne donna pas de réponse. Le MPPT, par l'entremise de Martine Debat, sa tête de liste à Paris, donna son accord. Quant à la LCR, conformément à ses traditions, elle désigna Alain Krivine pour participer à cette confrontation.

Le jour convenu, notre camarade se retrouva pour-

tant seul. Le PCI-MPPT avait en effet interdit à Martine Debat de se rendre à ce débat. Motif officiel : « Nous ne sommes pas un petit parti et nous ne sommes pas d'extrême gauche. » Si le second argument renvoie à la réalité (voir Rouge du 12 décembre), il faut peut-être en chercher un troisième. Radio Fréquence-gay s'adresse aux homosexuels et, dans le passé, le courant lambertiste refusait de se compromettre « avec ces gens-là ».



Harlem Désir à la Brèche

Harlem Désir, président de SOS-Racisme, est venu dédicacer son livre Touche pas à mon pote à la librairie La Brèche, jeudi 12 décembre.

L'intervention d'Alain Krivine au congrès de Lutte ouvrière

Les camarades de Lutte ouvrière ont tenu leur congrès national. De même qu'une délégation de LO était présente à notre VII^e Congrès, une délégation de la LCR a assisté à ces travaux. Intervenant en notre nom, Alain Krivine a renouvelé nos propositions d'un accord national des deux organisations pour les prochaines élections législatives. Nous reproduisons ici les principaux extraits de son intervention, ceux traitant des approches divergentes de cette échéance.

Chers camarades,

Il s'agit de ce qu'il faut faire dans la situation, à partir de la compréhension qu'on peut en avoir, de la crise que connaît le mouvement ouvrier. Bref, de ce que nous appelons, nous, la démarche d'alternative.

Il semble que vous ne soyez pas d'accord avec cette démarche ! Vous dites : « L'heure n'est pas aux rassemblements, mais aux démarcations ! » Franchement, nous ne craignons pas de nous démarquer. Que ce soit la LCR ou LO, il nous semble que les travailleurs qui nous connaissent nous perçoivent comme bien démarqués du PS et du PCF. Ils ont sans doute beaucoup de reproches à nous faire, mais pas celui de ne pas être assez démarqués. Et c'est une bonne chose !

Mais si nous ne craignons pas de nous démarquer, nous n'avons pas non plus peur d'agir avec des militants, des travailleuses, des travailleurs, des jeunes, qui, sans rejoindre la LCR ou LO, sont prêts eux aussi à se démarquer, mais qui cherchent les moyens de le faire (...)

Dire à ces gens-là, comme vous le faites, ou vous rejoignez une organisation révolutionnaire, ou vous n'êtes que des « écologistes, des régionalistes, des antiracistes, des féministes » étrangers au mouvement ouvrier, des réformistes mal dégrossis, avec lesquels rien n'est possible, ce n'est pas se démarquer, c'est s'isoler et pratiquer un ultimatum sectaire.

A moins que j'ai réussi à vous convaincre, il nous faut prendre acte que cette divergence existe entre nous (...)

Mais, cela dit, la question par rapport à nos tâches immédiates est de savoir si cette divergence justifie une expression séparée et concurrente de nos deux organisations lors des élections de 1986. La question est d'importance !

Certes, les élections ne sont que les élections. Mais les élections ont été jusqu'à présent — on peut le regretter, mais c'est comme ça — le principal terrain où nous nous sommes présentés unis devant les travailleurs, la dernière fois au municipales de 1983. En 1986, si nous nous présentons séparément, pire, en concurrence, les travailleurs ne pourront interpréter ce fait que comme une division supplémentaire, un recul par rapport à ce que nous avons dit et fait ensemble jusqu'à présent.

Nous ne devrions prendre une telle responsabilité que pour des raisons politiques graves et évidentes. Ces raisons existent-elles ? Avons-nous des choses opposées, au moins totalement différentes, à dire aux travailleurs en 1986 ? Vous connaissez la plate-forme politique que nous proposons. Il s'agit de dire non à une droite revancharde, non à une gauche capitularde, oui à une politique au

service des travailleurs. Etes-vous en désaccord fondamental avec une telle plate-forme ?

Si c'est le cas, alors, en effet, l'accord est impossible. Si tel n'est pas le cas, alors les raisons mises en avant pour interdire un accord ne sont que des prétextes, et ne pourront être comprises que comme des prétextes cachant autre chose.

Le fait que nous soutenions et participions, dans quelques départements, à des listes qui ne sont pas des listes LO-LCR, mais qui sont sur des bases politiques convergentes avec celles que nous proposons, c'est notre politique. Le fait que vous refusiez d'adopter la même attitude et de soutenir ces listes, c'est votre politique. Chacun de nous doit en prendre acte et respecter ce choix des autres.

Précisons quand même que jusqu'à présent, après avoir décrété qu'il n'y avait rien d'intéressant à la gauche du PC et du PS en dehors de la LCR et de LO, vous vous refusez à examiner le cas précis où des collectifs unitaires, à notre avis significatifs, présentent des listes. A savoir que vous refusez de voir qui participe à ces collectifs et quelle est leur plate-forme. Sans un tel sectarisme, vous vous apercevriez que la LCR ne soutient que des listes défendant une orientation proche de la nôtre. Encore faut-il comprendre qu'il peut exister en France des travailleurs anticapitalistes qui acceptent de travailler avec les trotskystes mais se refusent à être sur une liste LCR-LO, tout simplement parce que non militants de nos organisations, ils ne veulent pas en assumer le sigle. D'ailleurs, dans le passé, ceci n'était pas un obstacle pour vous.

Mais lorsque vous nous proposez de renoncer à soutenir ces listes, si nous voulons un accord unitaire LO-LCR dans quarante départements, cela revient à vouloir nous imposer votre politique. C'est comme si nous vous disions : soutenez ces listes, sinon un accord entre nous est impossible ! Si nous vous disions cela, nous chercherions à vous imposer notre politique. Nous ne le faisons pas ! Ce serait contraire aux rapports entre nos deux organisations, aux principes qui les régissent. Ce que nous vous disons, c'est :

« Voyons ce que nous voulons mener comme campagne en 1986 les uns et les autres, s'il apparaît qu'il n'y a pas de désaccords fondamentaux sur ce que nous voulons dire aux travailleurs, alors, disons-le ensemble ! » Toute autre attitude serait irresponsable et aurait nécessairement des conséquences graves.

Voilà pourquoi nous vous proposons des listes communes dans quarante départements sur la base d'une plate-forme politique, comme celle parue dans *Rouge*, où, bien sûr, ne figureraient pas nos points de désaccord. Nous avons suffisamment de choses communes à dire aux travailleurs et elles sont essentielles. Ceci faisant, vous n'auriez pas à endosser notre politique d'alternative, pas plus que nous n'aurions à couvrir votre politique syndicale ou internationale. L'unité entre deux organisations sur un domaine précis n'a jamais signifié comme préalable l'accord sur tout le reste ou alors nous serions mûrs pour la fusion et cela se saurait.

Chers camarades, nous espérons que vous comprendrez le sens de nos remarques. Dans la situation présente de désarroi du mouvement ouvrier, l'heure n'est pas à la division entre organisations révolutionnaires. Certes, ces élections ne sont peut-être qu'une péripétie mais alors, le fait de se présenter en concurrents aura, qu'on le veuille ou non, une valeur de test plus important que vous ne semblez le penser et sera compris comme un changement d'attitude de votre part à l'occasion d'une échéance qui ne serait plus qu'un prétexte. Il vous faudra justifier devant les travailleurs cette division injustifiée des trotskystes. Pour notre part, nous continuerons, mais dans un climat dégradé, à poursuivre avec vous le débat et les actions communes chaque fois que cela sera possible mais en étant conscient que les cellules et les fêtes communes sont quand même peu de choses face aux échéances de la lutte des classes.

Vous pouvez faire encore pour qu'il en soit autrement, mais vous pouvez être certains que la LCR, quant à elle, continuera son combat pour construire un parti révolutionnaire, internationaliste.

Une banderole de Lutte ouvrière, le 1^{er} mai 1982, à Paris.





Souscription législatives 86

2,5 millions

de

francs

C'est la période des fêtes... Et tous les politiciens bourgeois se positionnent pour la dernière ligne droite avant mars 1986. Pendant ce temps, le gouvernement accentue son cours capitulaire, quitte à achever le « peuple de gauche », tandis que le PC fait son One stal show contre les « socialos ». Pourtant, l'heure n'est pas à la résignation. Contre la droite et la politique de droite du gouvernement, il faut autre chose à gauche, une force pour rassembler.

C'est le combat de la LCR. Telle sera sa campagne en mars 1986. Combattre la droite et refuser l'austérité, pour ce faire, rassembler toutes les forces qui cherchent aujourd'hui une autre voie que celles ouvertes par le PC et le PS. Voilà ce que nous défendrons. Voilà pourquoi il nous faut de l'argent : 2,5 millions. Ne pas laisser le terrain à la droite, à l'extrême droite, et à ceux qui nous gouvernent depuis cinq ans. Affirmer bien fort qu'il faudra, à partir de ces élections, construire une vraie gauche ouvrière, anticapitaliste. C'est la période des fêtes, des primes, des treizième mois, des cadeaux... Alors, verse et collecte : c'est le bon moment !

Blois	1170
Brest	1000
Grenoble	
Didier	400
Monique	100
Jean-Michel	400
Meeting	650
St Christophe	20
Rennes	500
Dreux	
Jean-Yves « Pour que la Ligue soit présente en 1986 »	150
Philippe, ouvrier hospitalier	100
Cellule santé	63,50
Travailleurs hospitaliers	20

Guy, ouvrier hospitalier	300
M. B., ouvrier RTC	140,50
Danielle	50
J. C., éducatrice	170
M. J. D., A. S hospitalier	100
Pour arrondir	6
Metz	
Cellule SNCF	500
Fédération 78	
Cellule Renault-Flins	
Mère d'un militant	200
Michel	100
Lucien	100
Juju-Ida-Roger	310
Gilles	100
Eric	100
Nadège, Philippe	310
Bayonne	100
Michèle	100
Morlaix	200
D.	
J.	40
M. M.	30
P.	40
Y.	40
Beauvais	20
Ville	450
Yves et Muriel	100
Gérard et Josette	150
Bordeaux	2650
Montbéliard	100
3 sympathisants enseignants	100
Hôpital	100
Ouvrier Peugeot-Sochaux	300
Collecte Peugeot-Sochaux	425
Belfort	
Travailleurs métallurgie, « une partie de nos primes de fin d'année »	1308
Militants JCR	150
Jean-Louis, enseignant	200
Militant ouvrier	50

Montpellier	
Aurine, instit.	100
Monique, instit.	100
Fougere	170
Reçu directement à Montreuil	
G. F., Villefontaine	100
Nadine, Romans	50
Marguerite	50
A. J., Toulouse	200
B.-H. E., Taverny	50
B. P., Auxerre	200
Anonyme	100
Anonyme	50
Anonyme	30
Total de la semaine	14 493
Total précédent	258 437
Nouveau total	272 930

Le *Nouvel Observateur* a publié la liste des vingt premières fortunes de France. Dans ce palmarès, on trouve neuf membres du clan Schlumberger : Geneviève Seydoux-Schlumberger (1,5 milliard), Philippe Rossillon, marié à Véronique Seydoux-Schlumberger (1,2 milliard), Anne Gruner-Schlumberger (1,1 milliard), Michel Seydoux (900 millions), Nicolas Boissonnat, fils de Sylvie Boissonnat-Schlumberger (300 millions), Pierre Schlumberger (250 millions), Sylvie Boissonnat-Schlumberger (150 millions). Un clan à l'aise, quoi... Quand on

sait, en plus, que Mitterrand est un copain de la famille qui vote PS. Pas étonnant, dès lors, qu'il n'ait pas tenu ses promesses, qu'il fasse faire une cure d'austérité aux travailleurs, qu'il mène une politique de droite.

En mars 1986, il faudra battre d'une pierre la droite patronale et la gauche vendue, et affirmer l'existence d'une force ouvrière à la gauche de la gauche. C'est possible. Sous certaines conditions. Notamment de rassembler 2,5 millions de francs d'ici là. « D'ici là », pas « après ». Alors il faut s'y mettre.

lisez
Rouge



Le dernier round !

La loi sur la flexibilité est le mauvais feuilleté de rebondissement de la fin de la législature du 10 mai.

L'acharnement du gouvernement Fabius à la faire passer s'est heurté à une guérilla des députés du PCF qui obtiennent une rémission... et une navette entre le Parlement et le Sénat.

Donc, cette loi, qui n'est encore qu'un projet repassera à la Chambre des députés, pour un ultime vote courant janvier 1986.

Si, en définitive, elle possède toutes les chances d'être adoptée, cette loi recueillie dans l'intervalle l'assentiment de partisans dont on aurait aimé qu'ils évitent ce combat douteux. La direction de la CFDT, Edmond Maire en tête, met au service de cette mauvaise cause les ressources de l'appareil confédéral de la... deuxième gauche. Et gare à ceux des adhérents qui voudraient faire entendre un autre son de cloche !

Pour Maire, c'est « une chance à saisir » que cette loi. Enfin une loi qui répond aux aspirations des gens qui veulent des horaires plus courts et variables. Elle est si bonne, cette loi, qu'elle possède la vertu d'empêcher la déréglementation sauvage...

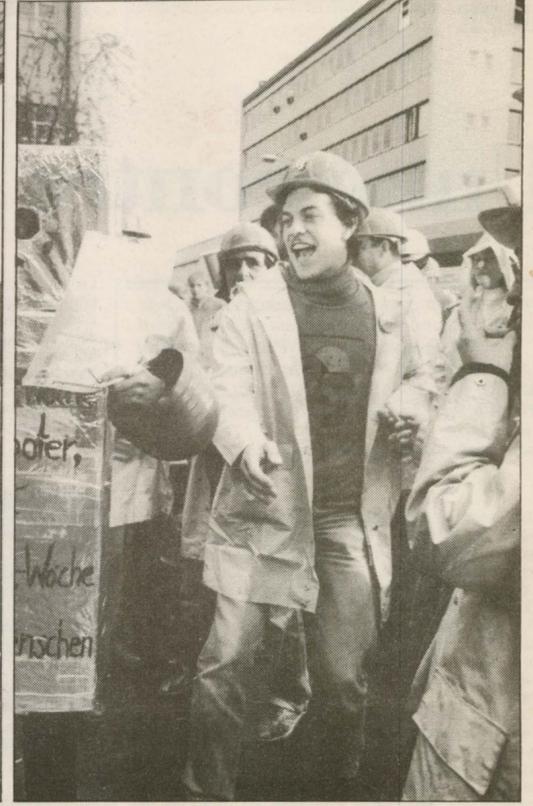
C'est un moment rare dans ce pays : une direction d'une centrale syndicale se met corps... et âme au service d'une politique d'austérité d'une majorité politique, pour laquelle, d'ailleurs, en toute indépendance, elle n'appellera pas à voter.

La CGT organise sa troisième journée d'action. A Paris, le 26 novembre à 15 heures, le 4 décembre à 10 heures, puis le 19 décembre à 10 h 30. Elle a le mérite d'agir. On peut s'interroger à haute voix sur la manière... Des journées espacées, prenant le relais, ou le passant au groupe parlementaire PCF, est-ce la bonne méthode ? S'agit-il de rassembler celles et ceux qui, quelle que soit leur appartenance syndicale, veulent refuser la flexibilité ? Ou bien la CGT entend-elle cultiver son isolement pour mieux démontrer qu'elle seule défend les intérêts des travailleurs ?

On sait que la loi doit repasser au Parlement en janvier. L'opinion des travailleurs, est sensibilisée. Alors, pourquoi ne pas préparer une action, préparée par un appel unitaire de la CGT à tous les travailleurs, à tous les syndicats, aux confédérations qui refusent la flexibilité.

La lutte contre la flexibilité ne doit pas être le champ de manœuvre tactique des appareils, mais bien l'occasion de riposter ensemble contre ce coup d'une importance décisive. C'est à cette riposte ultime en janvier que les travailleurs qui résistent, que les syndicalistes unitaires doivent contribuer à préparer.

Edito des feuilles d'entreprise



Onze raisons de refuser la flexibilité

1 Pourquoi le gouvernement a-t-il retiré l'article permettant le travail le dimanche du projet de loi sur la flexibilité ? Pour une seule raison, cynique. Il faut savoir ne pas aller trop loin. Le baudet est bien chargé déjà... Sa loi, ce n'est pas toute la flexibilité, elle ne permet pas tout. Mais elle entrouvre une porte, elle donne accès à de vastes horizons patronaux.

Figurez-vous que les travailleurs considèrent la protection légale sur le temps de travail, conquise par les luttes, comme un frein à l'arbitraire patronal sur la durée du travail. Vraiment une sale manie !

En fin de mandat, à quelques encablures de mars 1986, la gauche y met bon ordre ! Pensez, il est bien plus urgent de charcuter le temps de travail pour rendre les travailleurs flexibles que de créer des emplois... Comme s'ils avaient été élus pour ça !

2 L'ordonnance du 16 janvier 1982, la réduction d'une heure (de 40 à 39) n'était normalement qu'un début. Ils nous l'avaient juré. La marche forcée vers les 35 heures devait s'arrêter en 1985. Plus, les salariés dont le travail était pénible justifiaient « dès le 31 décembre 1983 une durée hebdomadaire moyenne de 35 heures ».

Fin 1985, en fin de mandat, la gauche fait passer une loi qui module le temps de travail, jusqu'à 41 heures par semaine pour une moyenne annuelle correspondant

à 38 heures hebdomadaires, jusqu'à 44 heures pour une moyenne annuelle correspondant à 37 h 30 hebdomadaires.

L'exposé des motifs de la loi est sans équivoque. Il s'agit « d'adapter la réglementation... dans le but de favoriser un meilleur ajustement des horaires de travail aux variations d'activité des entreprises ».

L'indexation de la durée du travail sur la loi du marché et sur la productivité vise à une première déréglementation de la loi du 21 juin 1936, celle des 40 heures hebdomadaires en cinq jours devenues 39 heures par le décret de janvier 1982.

3 Le salaire ne correspond plus au temps de présence. Il se rapproche du temps de travail effectif, et il n'est plus en rapport avec le temps passé à l'entreprise. Lorsque le salarié travaille 41 ou 44 heures, il fait un crédit gratuit au patron. Crédit du montant de son salaire, cadeau de la valeur créée gratuitement à ce moment. Il ne récupérera que partiellement, beaucoup plus tard, éventuellement sous forme de repos, les heures créditées au compte du patron. La somme économisée par le patron pendant les semaines de 41 ou 44 heures est éparpillée sur les frais de personnel.

4 Elle ne réduit pas le temps de travail, elle permet de le payer moins. La durée légale actuelle est de 39 heures. La durée annuelle de la loi est de 38 heures ou de 37 h 30. Compte tenu des jours fériés chômés et des congés conventionnels, la durée, dans la plupart des branches, est égale ou inférieure à 38 heures. La loi permet ainsi de payer 38 heures au lieu de 39 des semaines de 38 heures et moins... En revanche, sans diminution radicale du temps de travail, elle ne crée évidemment pas d'emplois.

5 Ainsi, il existe les heures du cadre annuel à 38 ou 37 h 30 payées à ce tarif, que l'on fasse des semaines jusqu'à 41 ou 44 heures ; des heures dépassant la moyenne annuelle, non imputables sur le contingent des 80 heures, ouvrant droit à un repos compensateur de 50 % ; des heures supplémentaires du contingent des 80 heures ; des heures supplémentaires au-delà du contingent des 80 heures, entrant de nouveau dans l'ancien cadre des 130 heures prévues par la rédaction initiale du Code... les accords de branche ne peuvent que rendre encore plus complexe ce dédale.

6 En outre, la nouvelle rédaction de l'article L 212-5 du Code du travail prévoit la possibilité de remplacer le paiement de toutes les heures supplémentaires par des repos compensateurs de 125 % pour les 8 premières heures, et 150 % pour les heures suivantes.

7 Les plafonds de la loi (41 heures et 44 heures) constitueraient, selon le gouvernement, un garde-fou contre les accords déjà signés dans certaines entreprises et qui sont complètement illégaux, en regard du Code du travail actuel. Bref, la loi permettrait une flexibilité, « contrôlée »... Quelle naïveté ! (de façade) Si certains accords dépassent déjà les bornes, c'est que les patrons travaillent toujours aux « limites » de la loi en vigueur et la transgressent chaque fois que le rapport de forces le leur permet. Si de nouvelles frontières, en retrait, sont fixées, les patrons suivront simplement ce mouvement. Ils pousseront donc encore plus loin les libertés qu'ils prénaient déjà avec les lois précédentes. Comme toujours, les branches et les entreprises dans lesquelles les rapports de forces sont les plus faibles, trinqueront les premières.

8 Quel type d'heures sera imputé sur quel contingent d'heures supplémentaires ? La réponse à cette simple question n'est pas fournie par la loi : un certain nombre d'heures, dépassant la durée annuelle, ne peuvent être comptabilisées qu'en fin d'année puisque le compte se fait sur cette base. Mais les autres heures ?

9 Autre méandre. Il est parfaitement imaginable, — les exemples affluent — que le temps de travail varie d'un bâtiment à l'autre, en raison des machines différentes, des stocks, de l'activité. Allez faire les comptes du temps de travail quand les heures, flexibles, seront différentes d'un atelier à l'autre. Là, le contrôle collectif par un syndicat devient ardu, à moins de posséder un ordinateur muni d'un bon logiciel.

10 L'article 4 du projet de loi entérine d'ailleurs cet état de fait : « La présente loi ne porte pas atteinte aux conventions collectives ou accords collectifs conclus en application des dispositions antérieures de l'article 212-8 du Code du travail ».

11 Or, celui-ci, créé par ordonnance du 16 janvier 1982, précise que « la durée hebdomadaire du travail peut varier [aucun plafond n'est fixé à ces variations. NDLR] à condition que sur un an, cette durée n'excède pas en moyenne la durée légale (39 heures) ».

12 Une porte de plus reste donc ouverte aux dérogations déjà en vigueur. Delebarre, ministre du Travail, était d'ailleurs très clair sur ce point dans son interview au Figaro du 10 décembre dernier. Il vaut la peine de citer la question qui lui était posée et sa réponse. Question : « Nombre d'entreprises ont signé des accords allant au-delà de ce qu'autorise le projet de loi. Seront-elles demain le point de mire d'inspecteurs du travail qui, jusqu'à présent, ferment les yeux ? » Réponse : « Les inspecteurs du travail n'auront pas la consigne de poursuivre les accords passés. Bien souvent, ils sont le fait d'entreprises qui, sur le plan social, sont très évoluées. C'est une bonne chose. Le climat social y est bien meilleur. En tout état de cause,

13 Au lieu de garde-fou, en l'absence de rapport de forces, la loi sera plutôt une nouvelle raison de dépasser.

14 L'inspecteur du travail ne doit intervenir que si l'une des parties dénonce le contrat. » On peut se demander, au fond, à quoi servent les lois ?

15 Le projet de loi, s'il est adopté, renverse le sens de la loi sur l'obligation annuelle de négocier. Celle-ci pouvait, en effet, contraindre un transfert des acquis légaux obtenus par les luttes dans les grandes entreprises, vers les petites entreprises, où travaillaient rappelés-le 47 % environ des ouvriers. A partir du moment, par contre, où la flexibilité est légalisée et les possibilités de dérogation accrues, l'obligation annuelle de négocier devient un raison de renforcer les cas particuliers. Elle contribuera à renforcer les disparités de conditions de vie et de travail des salariés. Ni plus, ni moins.

16 Pourquoi le CNPF, alors qu'il est le champion de la flexibilité, fait-il la moue devant le projet de loi ? Parce que cette loi maintient des plafonds (41 heures et 44 heures). Les patrons, eux, réclament une totale « liberté ». Parce qu'elle fixe aussi une durée moyenne hebdomadaire du travail. Les patrons, eux, préfèrent qu'aucune limite ne soit fixée. Parce que, enfin, l'article concer-

nant le travail de week-end a été supprimé. Les patrons, eux, sont à tout prix pour. Le CNPF, ceci-dit, prend acte du projet de loi. Les articles qu'il comporte lui permettront de prendre appui sur ce qui est légalisé pour obtenir ce qui ne l'est pas. Cette loi lui rend la tâche plus facile.

17 La question est ainsi posée à l'envers. Aujourd'hui, les méthodes de travail les plus brutales des pays socialement les moins avancés sont importées dans les pays où les acquis sociaux des travailleurs faisaient référence. Le gouvernement veut instaurer en France la flexibilité, en même temps que l'installation de « zones franches », c'est-à-dire de périmètres d'exploitation intensive des salariés. Celle-ci est discutée dans certaines régions (Loire-Atlantique, Bordeaux). Ces fameuses « zones franches » sont à l'honneur, depuis des années, dans les pays du tiers monde. Un alignement du statut du travail s'effectue à l'échelle de la planète, par le bas. Tous les travailleurs ne peuvent qu'y perdre. Les travailleurs des pays industrialisés des acquis, ceux des pays en voie de développement des références pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Question concurrence, cela ne résoudra rien. L'exploitation des travailleurs et la rentabilité de l'entreprise seront encore croissantes, là où les travailleurs ne bénéficiaient pas d'acquis sociaux, et là où ces derniers existent, ils seront à nouveau remis en cause pour « faire face à la concurrence ». C'est la spirale infernale du capitalisme en crise.

18 Résumons l'effet de la loi Fabius : la flexibilité se généralise au temps de travail et rejoint la désindexation et la flexibilité mises en œuvre sur le plan des salaires depuis 1982 ! C'est ce que l'on appelle une continuité politique !

19 Oui, mais, finalement, la concurrence, les lois du marché, l'environnement international... n'exigent-ils pas que l'entreprise devienne flexible pour tenir le coup, gagner des marchés et préserver l'emploi ?

20 Jean Lantier
Michel Morel

ANPE

Unité contre la flexibilité

Bien placés pour comprendre le marché de dupes de la loi Fabius sur l'aménagement du temps de travail (cf. encadré), les salariés de l'ANPE sont également au premier rang des travailleurs visés par la flexibilité. Leur mobilisation unitaire du 12 décembre a contraint leur direction et le gouvernement à un premier recul.

Du jamais vu à l'ANPE, depuis la création de l'agence ! Plus de 55 % des agents étaient en grève, le 12 décembre, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO. Sept cents manifestants, dont de nombreux non-syndiqués, se rassemblaient devant le siège de la direction.

Le projet de statut, que la direction et le gouvernement veulent leur imposer, cherche à « flexibiliser le personnel de l'ANPE, pour flexibiliser les chômeurs. » Tout y est : partage du temps de travail, individualisation des salaires et horaires variables (moyenne hebdomadaire) à l'agence, à l'heure où les employés sont

au moins aussi occupés à caser les chômeurs dans des TUC que dans des emplois dignes de ce nom. Derrière le projet de statut se profile aussi l'avenir de l'ANPE. L'agence est déjà à mi-chemin entre le « privé » et le « public ». Le personnel non titulaire de la fonction publique est en fait contractuel. Et le nouveau statut penche plus du côté de la privatisation accrue de l'agence que du service public de l'emploi !

Jeudi 12 décembre, les manifestants — dont beaucoup venaient de toutes les régions de France, Nord, Picardie, Lorraine, côte d'Azur, ou Rhône-Alpes — obtenaient deux entrevues.

La première avec la direction générale, sous la pression des grévistes massés dans les couloirs, aboutissait à « la mise entre parenthèses du projet de statut » et à l'ouverture de négociations sur la base de celui de 1981. Mais la lettre cadre

du ministère donnant les grandes lignes du projet de statut « restait en vigueur ».

Les manifestants décidaient donc d'aller voir le ministre. Le directeur de cabinet de Delebarre recevait une délégation intersyndicale et

l'assurait qu'il « ne ferait pas le bonheur des agents de l'ANPE malgré eux », qu'il « serait étonnant que l'on passe en force le projet de statut ». La direction et les syndicats de l'agence ont été invités à rédiger « leur » projet, le ministre mettant

provisoirement sa lettre au frigidaire.

La direction et le ministère ont reculé. Mais « tout danger est loin d'être écarté ». Les salariés et leurs syndicats y veillent.

Correspondant



NOUVELLE REGLEMENTATION DES CRECHES

Alertez les bébés !

Le décret que propose le ministère des Affaires sociales va transformer les crèches en garderies. Il prévoit la compression du personnel d'encadrement et la réduction du personnel qualifié. Bientôt les bébés vont finir par s'occuper et se garder eux-mêmes !

Un projet de décret du ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale devait passer en Conseil des ministres, le 4 décembre dernier. Devant les réactions du personnel (associations de puéricultrices, d'auxiliaires, syndicats FO, CGT, CFDT) sous forme de réunions, pétitions, préavis de grève dans plusieurs villes et devant les réactions des parents qui ont massivement signé une pétition à l'initiative de l'Association des parents pour la crèche collective¹, l'adoption de ce décret a été repoussée à la deuxième quinzaine de janvier.

Des discussions et des consultations doivent se dérouler avec les associations et les syndicats dans les quinze premiers jours de janvier.

Ce décret a trois consé-

quences : la réduction et la déqualification du personnel et la suppression des pédiatres. La note de présentation du ministère précise que l'ancien système réglementaire était inadapté face à « la multitude de formules d'accueil innovantes » (crèches et halte-garderies parentales, crèches éclatées, crèches saisonnières ou discontinues).

Le ministère critique « le caractère désuet de nombreux articles qui ne correspondent plus à l'esprit du temps... la médicalisation excessive ou des précautions matérielles inutiles... comme par exemple l'article 10 de la loi de 1975 qui voulait que « les locaux soient correctement éclairés, aérés, chauffés. »

Par conséquent, le décret met en œuvre « les idées d'allègement des normes d'enca-

drement ». En clair, cela signifie que désormais il y aura une personne pour sept enfants dans les établissements d'accueil des enfants de moins de trois ans, alors qu'aujourd'hui il y en a une pour cinq enfants qui ne marchent pas, et une pour huit enfants qui marchent. Par exemple, dans une crèche accueillant soixante enfants, au lieu de douze personnes, on n'en trouvera plus que neuf ou dix au maximum.

Le ministère propose « la promotion des petites structures par un allègement du niveau de qualification du personnel responsable. » Aujourd'hui, le personnel des crèches est composé d'auxiliaires de puéricultures, d'éducatrices de jeunes enfants et de puéricultrices. Avec le décret, seule la moitié du personnel sera qualifié. Le ministère propose également de supprimer l'article 8 du décret de 1974, qui stipulait que « les pouponnières et les crèches font l'objet de visites régulières d'un médecin qualifié en pédiatrie. » Enfin, les crèches parentales sont encouragées, étant considérées sur un

même plan que les autres structures.

Ce décret transforme les crèches en véritables garderies, et supprime toutes les activités d'éveil des jeunes enfants qui sont possibles à présent. Sa mise en application provoque par ailleurs une dégradation notable des conditions de travail du personnel.

Samedi 14 décembre, trois cents personnes se sont rassemblées aux Tuileries à l'initiative de l'Association de parents de crèches et avec le soutien de l'Association des puéricultrices et de certains syndicats dans le cadre d'un forum du ministère sur le thème « Ouvrons la France aux enfants ». Des propositions de mobilisation ont été émises pour lutter contre ce décret. L'idée d'une manifestation le 11 janvier a été avancée. Pour organiser la riposte à ce décret, il faudra la mobilisation unitaire de toutes les associations et syndicats.

Natacha Brink

1. Association parisienne des parents pour la crèche collective. Co. Madame Castaing, 3, rue de Furstenberg 75006 Paris. tél : 43.26.19.52.

SNTE-CFDT

« Un marché de dupes »

« Décidément, la flexibilité est bien flexible, constate le SNTE-CFDT. Refusée majoritairement par les organisations syndicales en décembre 1984, elle resurgit par petits bouts en 1985. »

« Les patrons y gagnent la possibilité de moduler les horaires sur l'année jusqu'à 44 heures sans payer d'heures supplémentaires, les travailleurs, paraît-il, y gagneraient une diminution d'heures supplémentaires (de 130 à 80 heures), mais croit-on réellement, souligne le SNTE, que l'employeur qui peut moduler ses horaires jusqu'à 44 heures aura encore besoin de faire faire beaucoup d'heures supplémentaires ? Les travailleurs

y gagneraient paraît-il une diminution de la durée du travail à 38 heures ou 37 h 30, or déjà aujourd'hui, dans la plupart des branches, par le jeu de jours chômés et des congés conventionnels, la durée hebdomadaire moyenne est inférieure à 38 heures. »

« Il n'y a pas de concessions réciproques, conclut le SNTE, les travailleurs perdent bel et bien : le caractère d'ordre public des majorations pour heures supplémentaires (acquis de 1936) ; le cadre hebdomadaire de calcul du temps de travail, au profit du cadre annuel (traditionnelle revendication patronale). »

PAU

Une victoire pour les chômeurs

Cette année encore, à Pau, les impôts locaux sont tombés en même temps que le froid. La galère, association de lutte contre le chômage, organisait sur le champ des actions pour exiger de la municipalité l'abrogation des impôts locaux pour les sans-travail. Manifestations, occupation de la mairie, enchaînements

collectifs dans le hall de l'Hôtel des impôts, se succédaient pour aboutir rapidement à la victoire. Les chômeurs de Pau en ont fait l'expérience : la lutte paie. Qu'ils soient organisés dans une maison de chômeurs, dans les lieux de rencontre, ou dans l'association La galère. Fin novembre, La galère organisait une fête contre le chômage. Les deux cents personnes présentes témoignaient de l'écho de ses actions, de l'audience des luttes qu'elle anime.

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

Les mains sales

François Mitterrand ne s'est pas départi des traditions de la V^e République. Maintenu dans le domaine réservé du chef de l'Etat, l'Afrique a continué à faire l'objet d'un traitement particulier. La semaine dernière s'est tenue la douzième édition du sommet franco-africain institué par Georges Pompidou en 1973.

Ce genre de conférence, qui s'est élargi au-delà des pays africains francophones, est censée être un lieu de rencontres « informelles ».

Ainsi donc, un savant ballet protocolaire a vu évoluer dix-sept chefs d'Etat africains parmi lesquels le moins remarqué n'a pas été Hassan II lui-même. Arrivé en visite officielle en France bien avant le sommet de Paris, le souverain marocain a été accueilli avec faste. Oubliés les prisonniers politiques marocains, leurs grèves de la faim mortelles. Seul compte pour Mitterrand le renforcement des liens avec Hassan, protégé des Américains. Vis-à-vis de lui, les gouvernants français successifs ont de la reconnaissance : le Maroc a servi de relais et de logistique pour les différentes expéditions militaires de ces dernières années.

Alors en contrepartie, puisque Hassan II a quitté l'OUA il y a juste un an après que l'assemblée des Etats africains ait admis en son sein la République arabe sahraouie démocratique, la France s'abstient à l'ONU, lorsque celle-ci demande des négociations directes entre le Maroc et le front Polisario. L'an prochain, le Maroc qui manifeste ses orientations pro-occidentales en demandant d'adhérer à la CEE sera membre à part entière du club franco-africain.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, la France s'est fait décerner un certificat de bonne conduite pour ses décisions, qui prenait autant de relief du fait de la présence des pays de la ligne de front, voisins de l'Afrique du Sud.

Mitterrand a adressé une mise en garde qu'il voulait ferme malgré le ton un peu badin de ses réponses à la presse à l'issue du sommet. Mise en garde à l'égard du colonel Kadhafi concernant les ambitions tchadiennes de celui-ci. En réaffirmant : « Il n'y a plus un seul soldat français au Tchad. Il y en aura si nécessaire », Mitterrand entend rassurer ses partenaires africains en réaffirmant son rôle de gendarme néo-colonial.

Le poids des relations entre la France et le continent africain n'est pourtant pas que militaire. La France est le premier créancier de l'Afrique noire avec près du tiers de la dette totale du continent, qui s'élève à 170 milliards de dollars. Si ce chiffre paraît modeste à côté de la dette latino-américaine (1 000 milliards de dollars pour l'ensemble du tiers monde, plus de 190 millions rien que pour le Brésil et le Mexique pris ensemble), il faut rappeler que l'Afrique compte sept des dix pays dont l'endettement par rapport à leur produit intérieur brut est le plus élevé.

Alors le sommet a accouché d'une future conférence internationale sur la dette africaine...

Voilà, chacun est rentré chez soi, y compris Abdou Diouf, le président sénégalais de l'OUA, qui à deux reprises, a interdit et même réprimé des initiatives anti-apartheid. Cela ne trouble pas ses collègues de l'Internationale socialiste dont il est membre.

Cela n'empêche pas un Régis Debray de dire : « L'ordre du réel n'est peut-être pas très enthousiasmant, mais il n'est pas nécessairement salissant et en Afrique, la France ne s'est pas salie depuis 1981. » Il n'y a que la foi qui sauve : le prochain sommet aura lieu chez le dictateur togolais Eyadéma...

Jean-Jacques Laredo

GRECE

Les tentations autoritaires de Papandréou

Pressions et répression, le gouvernement socialiste ne sait plus comment endiguer la vague de mécontentement suscitée par sa politique d'austérité. Il ne se passe pas une semaine sans que des milliers de Grecs descendent dans la rue.

Papandréou ne supporterait-il plus la contradiction ? Quatre nouveaux dirigeants syndicaux viennent d'être expulsés du PASOK (Parti socialiste grec) dont ils étaient également militants. Leur faute ? Ils se sont ouvertement opposés à la politique d'austérité que le pouvoir a décrétée, envers et contre tous, le 11 octobre dernier. Déjà, début novembre, sept leaders avaient fait les frais de leur capacité à dire non.

Le Premier ministre manifeste ces temps-ci une tendance à l'arbitraire digne d'un homme aux abois. Il faut dire que depuis un mois, son aura de leader national, son charisme en ont pris un sérieux coup. Il ne se passe pas une semaine sans que des milliers de personnes descendent dans la rue et protestent contre ce gouvernement qui, avant d'être réélu le 2 juin dernier, promettait des « jours encore meilleurs en perspective ».

En fait, l'état de grâce n'a pas tardé à être rompu. La formation d'une nouvelle équipe dirigeante a été laborieuse, les ministres potentiels ne s'entendant pas sur les solutions à apporter à la crise économique.

Ceinture rose et porte-monnaie plat

L'inflation poursuit un cours échevelé et arrache le taux record dans la communauté européenne de 23,5 %. La dette extérieure de 14 milliards de dollars repré-

sente la moitié du produit national brut. Quant au budget de l'Etat, il présente un déficit structurel.

Le 11 octobre dernier, Papandréou a donc tranché. Il a demandé de l'argent frais à ses partenaires européens qui, en échange d'un prêt d'un milliard et demi de dollars, lui ont imposé une dévaluation du drachme (la monnaie nationale) de 15 % et un plan d'austérité digne des experts les plus acharnés du FMI.

Conséquence immédiate, l'application du principe de l'échelle mobile des salaires, déjà arraché avec peine voici deux ans, est reportée aux calendes... En attendant, les salaires sont bloqués jusqu'au 1^{er} janvier, tandis que tout le reste augmente. Des tarifs publics (électricité, téléphone, redevance télé) aux prix du carburant, du café ou même du lait, les Grecs enregistrent des hausses allant de 15 à 30 %. Mais ce n'est pas tout. En prime de la ceinture rose et du porte-monnaie à plat, ils se voient promettre pour l'an prochain un solide cadeau fiscal : les impôts directs devraient augmenter de 50 %. C'est du moins ce que prévoit la loi de finances que le Parlement doit bientôt étudier.

A ces vagues de hausses ont répondu des vagues de contestation. Depuis le 15 octobre, ouvriers, fonctionnaires, dockers, contrôleurs aériens, taxis, étudiants et même avocats se relaient dans la rue et opèrent débrayage sur débrayage. Une

série de « protestas » dont le clou a été la grève générale du 14 novembre : deux millions de travailleurs immobilisés.

La puissance de la riposte est d'autant plus notable que la centrale unique, la Confédération générale des travailleurs grecs (CGTG), a été soumise à un feu nourri de pressions politiques de la part du PASOK. Pressions qui aboutissent aujourd'hui à une division syndicale et au-delà, à une ébauche de recomposition de la gauche.

Tout a commencé en octobre dernier quand les dirigeants syndicaux aujourd'hui radiés ont quitté la tendance majoritaire et pro-gouvernementale de la CGTG et rejoint les oppositionnels essentiellement composés des militants communistes des deux partis communistes. C'est cette nouvelle majorité surnommée « les 26 » qui a appelé à la grève générale.

Depuis, le pouvoir a saisi les tribunaux et entamé une bataille juridique pour tenter de lui retirer la direction de la centrale. Dans le même temps, le PASOK entreprend de purger ses rangs. Car la dérive droite de Papandréou est contestée au sein du parti, de même que « son autoritarisme croissant », comme le disait un leader de la gauche qui vient de démissionner.

Autoritarisme et répression

Cet autoritarisme s'est d'abord traduit par l'adoption sans concertation du plan d'austérité puis il y a eu les arrestations de manifestants et enfin cette apogée sanglante : la bavure du 17 novembre.

Ce jour-là, les étudiants célèbrent le douzième anniversaire du soulèvement de l'Ecole polytechnique qui a marqué le début de la chute

des colonels. L'unanimité démocratique qui d'habitude fait l'essence de cette journée est cette fois rompu. Les étudiants sont deux cent mille dans la rue. Ils dénoncent l'entrée dans la CEE autrefois condamnée par Papandréou et qui vaut aujourd'hui aux Grecs leur plus sévère plan d'austérité. Ils rappellent aussi cette autre promesse non tenue par le PASOK : le retrait des bases américaines. Manifestation dure. La police charge. Echauffourées. Un jeune reste sur le pavé, abattu par un policier.

Une semaine plus tard, alors que le policier est remis en liberté, une bombe explose contre un car de la brigade anti-émeutes. En épitaphe sur les lieux de l'explosion : « Nous aussi, nous pouvons perdre notre sang-froid ». L'attentat qui cause la mort d'un gendarme et en blesse plusieurs autres est revendiqué par un groupe connu depuis 1974, le groupe du 17 novembre. Le cycle explosion-répression est amorcé.

Frileux, Papandréou replie autour de lui sa vieille garde, ses fidèles qu'on appelle le groupe des Castri, du nom de la résidence du Premier ministre. Les ministres qui n'approuvent pas le tournant autoritaire du régime démissionnent, comme le ministre de l'Information. Le pouvoir, en même temps, tente de divertir l'opinion, les attaques de la communauté internationale contre l'aéroport d'Athènes lors des récentes affaires de détournement n'ont cependant pas provoqué le sursaut nationaliste recherché. De son côté, divisée depuis sa défaite aux élections de juin, la droite est incapable de capitaliser cette poussée de mécontentement. La Grèce traverse bien une crise politique aux débouchés encore incertains.

Flora Chénétier



Les Polynésiens, à l'honneur

Les Verts ne sont jamais autant à l'aise que lorsqu'il s'agit de se mobiliser contre le nucléaire, la force de frappe, ou pour la paix. C'est là aussi qu'ils pratiquent le mieux leur solidarité internationaliste. Oscar Tumaru, dirigeant du Front de libération de la Polynésie, l'une des plus fortes organisations indépendantistes, en sait quelque chose. Il était le seul invité à prendre la parole en tribune, et a été reçu par un tonnerre d'applaudissements.

Tumaru a connu les Verts parce que les Verts sont venus le voir sur sa lointaine île de Tahiti. On s'en souvient, cet automne, la députée au Parlement européen, Dorothee Piermont, était sur le bateau de Greenpeace à sillonner le pacifique, et exiger l'arrêt immédiat des essais nucléaires français. C'est là qu'elle a rencontré les victimes irradiées à la suite de ces expérimentations, et qu'elle a invité Oscar Tumaru à venir à ce congrès et à préparer une tournée européenne.

Tumaru a été surpris par la chaleur de l'accueil, et n'a pas manqué de le souligner. « Je suis heureux de pouvoir m'exprimer librement dans un pays étranger, alors que ce droit-là est bafoué dans

mon pays, et je vais même vous raconter une histoire personnelle. En 1939, les Français sont venus chercher mon père pour défendre la France contre les Allemands. Moi aujourd'hui, je viens en Allemagne chercher de l'aide pour nous libérer de l'occupation française. Aidez-nous à ne plus manger français, parler français, vivre et mourir français. »

En réponse, le congrès a rappelé les exigences des Verts que nous connaissons bien maintenant : à savoir l'arrêt des essais nucléaires, l'indépendance totale pour la Polynésie et la Kanaky, la libération des prisonniers politiques. A ces mots d'ordre sont venus s'ajouter d'autres moins connus et qui permettent de dénoncer des aspects insoupçonnés de l'arbitraire colonial français. Ainsi, les Verts exigent que soit reprise la publication des statistiques de mortalité interrompues en Polynésie depuis 1966, date des premières explosions nucléaires. Ils demandent l'envoi d'une commission de médecins indépendants susceptibles de témoigner des effets des radiations et terminent en proposant aux indépendantistes une solidarité financière pour la sortie de leur journal.

S. L.

Grünen : une manif, un

L'ordre du jour était déjà chargé. L'actualité est, en plus, venue rajouter son lot de contraintes. Les sept cent onze délégués Verts, réunis en congrès fédéral à Offenbourg, le week-end dernier, sont peut-être restés sur leur faim : une bonne partie des débats prévus ont été escamotés.

□ De notre envoyée spéciale

Qu'importe le verbe, pourvu qu'on ait l'action et de ce côté-là, les Grünen ont été servis. Dès le vendredi soir, soit quatre heures après l'ouverture de leur congrès, ils décidaient de s'interrompre pour participer le lendemain à une manifestation antinucléaire appelée in extremis par un pool d'organisations. Le samedi à l'aube, une quinzaine de cars affrétés à la va-vite, les transportaient à 400 kilomètres de là, à Wackersdorf où se prépare la construction de la première usine allemande de retraitement de combustibles irradiés. Les travaux de déboisement avaient commencé deux jours plus tôt dans le plus grand secret. Déjà la veille, des escarmouches

avaient affronté la police, les bûcherons et quelques militants antinucléaires. Plusieurs avaient déjà été interpellés, parmi lesquels Jutta Ditzfurth

porte-parole du parti des Grünen.

De l'action...

Bref, l'affaire était propice à remuer les sanges de ces écologistes que sont avant tout les Verts. En tout, plus de trente mille personnes ont participé au rassemblement de samedi. Un beau succès et surtout, comme a pu le dire le bureau directeur : « Une façon de démontrer que nous restons un parti pour lequel l'action sur le terrain reste

plus importante que les problèmes d'organisation interne. »

L'autre temps fort du congrès, tout aussi imprévu, a eu lieu, lui aussi, peu après l'ouverture. Déboulant à la tribune, l'un des députés Verts au Bundestag annonçait qu'il voulait faire un point d'information sur un nouvel abus policier que sa position de parlementaire lui avait permis de connaître. L'affaire concerne M. Stange, secrétaire

●●●

Les trois radicaux, les trois porte-parole



Tout n'est pas rose chez les Verts

Quelles coalitions électorales ? Faut-il faire des alliances avec les social-démocrates ? Lors de ce congrès, ce débat est apparu à travers la participation des Verts au gouvernement régional de Hesse. Ce round s'est terminé par la défaite des réalistes qui prônent les alliances avec le SPD.

□ De notre envoyée spéciale

Tout n'est pas rose au pays des Verts, tant s'en faut, et la question qui agite le plus les rangs des Grünen est certainement celle des alliances électorales avec les social-démocrates. Profond, lancinant, le problème n'a pas encore atteint son degré maximal d'acuité. Et pour cause, les prochaines échéances électorales majeures pour la RFA se tiendront au printemps 1987 et les Verts se rencontreront spécifiquement sur ce sujet à l'automne 1986.

A l'occasion d'une motion

Le débat cependant ne pouvait pas ne pas être à l'esprit des congressistes. Peu avant la rencontre, un député Vert de Hesse, Joschka Fischer, avait été intronisé dans ses fonctions de ministre de l'Environnement et de l'Energie du deuxième Land où pour l'heure, les Verts

sont arrivés au pouvoir dans le cadre d'une coalition avec le SPD.

C'est donc tout naturellement que la discussion a fait irruption le dimanche à l'occasion d'un vote d'une motion qui n'abordait pourtant pas le problème à bras-le-corps. Tout est venu d'une demande de révocation de l'une des trois porte-parole du parti, Jutta Ditzfurth. Celle-ci, bien connue pour son hostilité à l'alliance électorale conclue dans la Hesse, est également l'une des plus fortes figures du courant radical du parti : les fondamentalistes ou Fundis. A ce titre, elle est la cible privilégiée de l'autre tendance : celle des réalistes ou Realos.

Ce que lui reprochaient les partisans de sa révocation est anecdotique et en même temps révélateur de la nature réelle des débats qui agitent les Verts. Après l'intronisa-

tion de Joschka Fischer à son poste de ministre, Ditzfurth a déclaré publiquement : « En acceptant dix-huit jours après l'assassinat du militant pacifiste, Günter Sares, par la police d'entrer au parlement de Hesse avec le SPD, les Verts faisaient un pas décisif au côté du pouvoir », et donc sous-entendait-elle, de la répression. Elle a d'ailleurs eu l'occasion de s'expliquer lors du congrès : « Cet Etat n'est pas le nôtre, il ne peut être que répressif c'est sa nature. (...) Nous pourrions imposer notre politique par un mouvement à la base et non en nous saisissant de postes à l'intérieur de l'Etat puisque celui-ci ne saura imposer que les intérêts du capital. »

De son côté, Rainer Trampfer, autre porte-parole du parti, en déduisait dans un rapport politique des considérations tactiques : « Les conditions sociales en Allemagne ne permettent pas qu'un parti Vert au gouvernement puisse imposer des réformes sociales radicales. Dès lors, renforcer les illusions en participant à des coalitions nous coûterait cher. D'abord parce que ceux qui croient encore au pouvoir des coalitions seraient très vite déçus. Nous décevrons aussi ceux qui refusent que les Verts soient les gestionnaires de

l'Etat. Enfin, si la question est celle du vote utile et de la nécessité de battre la droite, le SPD s'en charge. Les Verts, à reprendre ce seul mot d'ordre, creuseraient leur propre tombe. »

Entre les votes et les idées

Ce langage, cette tonalité radicale ont dû plaire. Les délégués ont voté contre la révocation de Ditzfurth par 468 voix contre 214 et 21 abstentions. De là à dire que les 468 délégués qui ont voté la confiance au bureau des porte-parole ont la même appréciation de la nature de l'Etat et en tirent les mêmes conséquences quant à l'organisation autonome du mouvement il y a un abîme qu'il serait dangereux de franchir.

Les porte-parole jouissent d'un prestige certain mais aujourd'hui les directions des plus grosses fédérations régionales des Grünen sont majoritairement réalistes ; ceux-ci formellement n'ont peut-être obtenu au congrès que 214 voix, mais leurs idées se propagent facilement. Des délégués de base sont intervenus pour dire : « Certes, le SPD ne changera peut-être pas, mais il faut les

forcer à entamer un débat avec nous sur une politique de réformes, qui a abandonné en apparence certains principes. Exemple, on ne parle plus de retrait de l'OTAN, mais on exige du SPD qu'il se prononce contre le stationnement des Pershing. » L'un d'entre eux en toute franchise a même avancé : « J'ai trente-cinq ans et ça fait trente-cinq ans que je suis social-démocrate. »

Jusqu'où peuvent aller les compromis ? Là, la palette des nuances est immense. Otto Schily, leader des réalistes, député Vert et très connu en Allemagne pour avoir été l'avocat de la Fraction armée rouge lors de leur procès s'occupe beaucoup d'atténuer la pointe de rouge qui apparaît chez certains Verts. Récemment, il déclarait à un journaliste : « Je ne vois pas pourquoi on parle d'une alliance chaotique dans la Hesse. Pourquoi tout ce baratin sur le chaos ? Que je sache la productivité du travail dans les entreprises de Hesse est la plus forte de toute la RFA. » Puis répondant à un autre journaliste qui lui demandait s'il pouvait imaginer un Vert au poste de l'Intérieur, la réponse fusa : « Oui, tout à fait. » Enfin Schily, élargissant les possibilités

d'alliance, concluait : « Nous ne sommes pas fixés sur des coalitions avec le SPD. Dans certains endroits le dialogue pourrait être plus facile avec les chrétiens-démocrates. »

Le seul débat...

Cela dit, rien n'est tranché et si, selon certains délégués, la majorité de l'électorat Vert serait plutôt prête à faire alliance pour les élections de 1987, les directions respectives des fondamentalistes et des réalistes estiment qu'il est trop tôt pour fixer définitivement la tactique électorale. Il faut attendre les prochaines élections régionales qui auront lieu en mai prochain en Basse Saxe. Il faut attendre aussi les premiers résultats de la coalition en Hesse. Enfin, il faut être deux pour faire alliance et, côté SPD, les positions peuvent changer aussi. La direction de ce parti ne vient-elle pas, le week-end dernier, d'exclure tout accord avec les Verts au niveau fédéral pour 1987 ? Autant d'incidents tactiques et électoraux qui peuvent éclairer d'un jour nouveau le seul débat qui au fond traverse les Verts : la nature du mouvement et son rôle.

Sabine Linde

congrès et 700 délégués

d'Etat au ministère de l'Intérieur. L'homme est un anticommuniste notoire. Sa peur du rose, vert, rouge est malade. Or, une commission d'enquête mise en place au Parlement la semaine dernière a permis à Christian Stroebele d'entendre le chef de la Verfassungsschutz (l'équivalent de nos Renseignements généraux). Ce M. Pelny a révélé que, depuis 1984, il avait reçu l'ordre d'infiltrer les Verts, de filer les députés et Otto Schily, parlementaire, principal avocat de la fraction Armée rouge dans le but évident d'établir des connexions éventuelles entre les Grünen et les terroristes d'une part, et l'extrême gauche d'autre part.

Passée la première stupeur, le congrès des Verts a rapidement réagi en adoptant à l'unanimité le mot d'ordre de démission immédiate de Stange.

Le thème des libertés démocratiques est cher aux Grünen. D'ailleurs, le premier point à l'ordre du jour révèle tout à fait la place qu'occupe cette question dans le cœur des militants. Ceux-ci ont eu à se prononcer sur un projet de loi préparé par les députés et proposant l'introduction du plébiscite dans la politique allemande.

Inspiré de l'exemple suisse, ce projet se veut un premier pas vers la pratique de la démocratie directe. « Il y a toujours eu dans notre histoire des mouvements hostiles aux projets du gouvernement comme les mobilisations anti-Persching ou contre le réarmement nucléaire dans les années cinquante », ont rappelé plusieurs intervenants. « Pour l'instant, nous n'avons que les manifestations pour faire pression, il nous faut nous doter d'autres



moyens d'intervention. » Et encore : « Nous voulons changer cette société, de façon structurelle, avec la population et non contre elle. Il nous manque des instruments. Nous voulons tous les moyens pour décider nous-mêmes car le pouvoir n'est pas aux mains du peuple mais de partis ou de groupes liés aux intérêts économiques et militaires. » Le projet de loi que la fraction des Verts entend bientôt présenter au Bundestag se veut une loi efficace débarrassée des effets pervers qu'entretient son homologue suisse.

S'il était adopté, tout citoyen allemand pourrait faire une proposition de loi. Il lui suffirait de recueillir cinquante mille signatures, pour que le Bundestag ait l'obligation de l'examiner. En cas de rejet, le citoyen aurait la possibilité d'appeler le peuple à trancher par un référendum, il lui faudrait alors un million de signataires derrière lui

pour obliger le gouvernement à l'organiser. Il aurait, pendant tout le processus, accès libre et gratuit aux médias. En dernière instance, la loi devrait recueillir la majorité absolue des voix au référendum pour être définitivement adoptée.

Quel parti ouest-allemand sera prêt à céder une parcelle de pouvoir parlementaire au profit du plébiscite ? Les Verts ne se font pas beaucoup d'illusions, même les social-démocrates risquent de voter contre leur projet. Alors, en attendant tous les militants sont chargés de faire de cette affaire un thème central de leur campagne...

Du droit de grève aux libertés

Si, pour les Grünen, le mouvement ouvrier est un

mouvement au même titre que celui antinucléaire ou pacifiste, l'action sur ce terrain n'est pas pour autant minimisée. Le congrès a condamné les attaques que le gouvernement prépare contre le droit de grève.

L'équipe du chancelier Kohl veut modifier le paragraphe 116 de la loi sur la promotion du travail. Ce paragraphe prévoit que les ouvriers mis au chômage technique à la suite d'une grève en amont dans la chaîne de production doivent être dédommagés par l'office de l'emploi. C'est cet acquis qui est mis en question. Le Parlement tranchera avant la session du printemps.

Déjà en octobre, le DGB avait appelé à une semaine d'action. Une campagne plus en profondeur est en route depuis le 14 novembre. Les Verts y participent. « Les attaques contre le droit de grève, dit leur texte, font partie de toute une série d'attaques contre les libertés démocratiques — droit de manifestation, droit pour les femmes de choisir, droit des objecteurs de conscience... Nous avons besoin de ces droits pour les enjeux à venir, pour lutter contre le chômage, la réduction des droits sociaux, pour exiger la réduction du temps de travail, l'extension du droit des travailleurs à la cogestion et enfin réorganiser l'économie en fonction des nécessités écologiques. C'est pour cela que les Verts soutiennent toutes les luttes syndicales, y compris l'appel à la grève politique, exigent le maintien du paragraphe 116 en l'état et demandent l'interdiction du lock-out. » La prise de position méritait d'être notée. La grève politique en Allemagne est en effet interdite.

Des débats écourtés

Enfin, les débats de di-

Les Vertes ont la pêche

Il faut le reconnaître, on reste surprise. On ne devrait pas, mais c'est tellement rare : la seule question d'organisation abordée par les Verts lors de leur congrès a été la féminisation du parti. Ce mérite revient aux militantes Grünen qui inscrivent à leur actif, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, une liste impressionnante d'acquis.

Les femmes représentent environ un tiers des 40 000 membres des Grünen. Elles n'ont que 16 députés sur les 52 du groupe. Et pourtant, elles ont obtenu, dans quelques fédérations, la moitié des postes de direction. La direction du groupe parlementaire a toujours été majoritairement (et même une année exclusivement) féminine. A tous les niveaux existent des structures non mixtes, chargées de décider des campagnes féministes. Enfin, détail qui a son importance, le parti a décidé de dédommager les mères et pères de famille qui, du fait de leur responsabilité, ont des frais de garde d'enfants.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble du mouvement féministe qui profite du rayonnement des militantes grünen. Réunies en congrès en octobre, elles ont élaboré un projet de loi contre toute discrimination. Ce projet est actuellement soumis à toutes les structures, lieux de femmes, associations diverses que la RFA peut compter, et des déléguées de l'ensemble du mouvement féministe devraient se réunir en plénum au printemps 1986 pour affiner et trancher sur ce texte.

Il s'agit en fait d'une loi cadre qui, si elle était adoptée, induirait un bon nombre de modifications dans l'appareil législatif ouest-allemand. Y est affirmée l'autonomie sexuelle des fem-

mes, et exigée la pénalisation des agressions sexuelles à l'intérieur comme à l'extérieur du mariage. Le projet établit l'avortement libre et gratuit. L'interruption volontaire de grossesse reste en effet réglementée en RFA. Elle n'est légalement possible qu'à la suite d'un viol, en cas de maladie ou si la femme enceinte peut prouver qu'elle ne pourra s'occuper de l'enfant pour des raisons sociales ou économiques. Reste, pour celles qui revendiquent le droit de choisir, à se lancer dans la recherche éfrénée d'un centre de planning familial qui aura l'interprétation la plus large possible des textes.

Le projet de loi, s'inspirant de la logique des quotas, stipule que toute entreprise privée ou publique, doit avoir des effectifs pour moitié féminin. Des amendes sont prévues pour les employeurs qui ne respecteraient pas la loi. Enfin, le texte prévoit de confier à une commissaire le soin d'analyser toutes les mesures gouvernementales, quel que soit leur champ d'application, afin d'y débusquer les aspects discriminatoires.

Fortes de cette campagne, les militantes grünen ont pu mettre le congrès devant ses responsabilités. Une résolution a été adoptée. Désormais, toutes les directions fédérales doivent être composées pour moitié de femmes.

Les Vertes ont depuis longtemps imposé une certaine organisation des débats : oratrice et orateur doivent se succéder en tribune avec une régularité de papier musique, et au cas où la spontanéité naturelle n'y suffirait pas, la liste des inscrites reste ouverte, quand celle des inscrits est fermée. Une idée à retenir...

S. L.



manche, où en filigrane était posée la question des alliances électorales avec les social-démocrates ont illustré les divergences politiques qui traversent les Verts (voir ci-contre). Après ce week-end mouvementé, il ne restait plus beaucoup de temps aux délégués pour aborder les derniers points d'ordre du jour. Tant pis, rendez-vous est pris pour l'an prochain. D'abord le 15 février, où il s'agira de finir ce congrès, de discuter en profondeur des

mutations sociales induites par les nouvelles technologies, d'un programme antipollution.

Il faudra ensuite débattre franchement de la campagne électorale ; les prochaines législatives auront lieu au printemps 1987 ; ce sera l'objet de deux rencontres l'été et l'automne prochain. La première essaiera d'élaborer le programme électoral et la seconde de décider des coalitions possibles.

Sabine Li-de



Les sauveteurs, sur les décombres, après le tremblement

INTERVIEW D'UNE DIRIGEANTE DU PRT MEXICAIN

« La crise sociale la plus importante depuis 1968 »

Le tremblement de terre du 19 septembre dernier n'a pas fini de secouer le Mexique. Il a engendré une crise sociale et politique que nos camarades du PRT comparent à celle de 1968. Leslie, militante de la direction du PRT, de passage à Paris pour récolter des fonds au nom de la Coordinadora unica de los damnificados, la Coordination unique des sinistrés, a bien voulu répondre aux questions de « Rouge ».

□ D'où vient la Coordination unique des sinistrés ? Que représente-t-elle ? Quelles associations regroupe-t-elle ?

Cette coordination s'est formée le 26 octobre dernier, et regroupe quarante associations, qui représentent plusieurs milliers de familles de sinistrés. Elle s'est créée, parce que plus d'un mois après le tremblement de terre, le gouvernement mexicain n'avait encore apporté aucune solution aux problèmes des sinistrés. Un fort sentiment de rejet de la police et de l'armée est né au sein de la population, parce que l'une et

l'autre, plutôt que d'apporter de l'aide aux sinistrés, ont gêné le travail des sauveteurs et l'organisation de la solidarité. Il y avait même des voleurs de l'armée qui profitaient du fait que les maisons soient abandonnées pour les piller.

Par ailleurs, tous les jours, les journaux annonçaient l'arrivée de l'aide internationale, et décrivaient les chargements en vivres, en médicaments et en vêtements que des avions apportaient sans cesse. Mais les sinistrés ne reçoivent rien de tout cela. Tout le monde comprit que le gouvernement était cor-

rompu, et celui-ci perdit beaucoup de son prestige.

Au départ, les habitants avaient peur d'un nouveau tremblement de terre, d'une nouvelle catastrophe. Mais rapidement, la peur s'est transformée en colère face à la passivité gouvernementale. Au bout de huit jours, eut lieu la première manifestation, et depuis il n'y a pas une journée sans rassemblements, manifestations ou meetings, quelque part à Mexico, pour exiger des réponses du gouvernement. Des personnes qui, auparavant, n'avaient jamais ressenti la nécessité de s'organiser sont contraintes aujourd'hui, par la situation, de participer à la mobilisation, et elles vivent un processus accéléré de prise de conscience.

La Coordination représente le plus fort mouvement de masse depuis des décennies. Le gouvernement s'est donc vu obligé d'entamer des discussions avec elle ; tous les ministres et le président de la République ont reçu ses représentants, les ont écoutés, mais rien n'a été fait. Trois mois après le tremblement de terre, une seule maison a été reconstruite, et les gens continuent de vivre dans la rue.

□ Mais comment expliques-tu cette passivité du gouvernement, son incapacité à résoudre le problème de la reconstruction ?

La crise économique du Mexique est très profonde, et pratiquement la moitié du budget de l'Etat est destinée chaque année à la dette. Or, le gouvernement tient à poursuivre sa politique d'austérité, et il tente de trouver le financement de la reconstruction en augmentant les impôts et en opérant quelques glissements budgétaires. Le tremblement de terre n'a pas simplement aggravé la crise économique du Mexique ; il est aussi à l'origine d'une crise politique, où le gouvernement et le PRI ont perdu la confiance d'une grande partie de la population. En fait, on assiste à la crise sociale la plus importante au Mexique depuis 1968, du fait de la base sociale du mouvement et de l'impact dans la conscience de chacun. Le Mexi-

que est différent depuis le tremblement de terre : de même que 1968 fut une ligne de fracture dans l'histoire du pays, le 19 septembre 1985 représente une nouvelle ligne de fracture.

□ Dans cette situation, quelle part prend le PRT à cette mobilisation, quelles sont ses activités ?

Le PRT participe au mouvement à travers ses militants, qui sont aussi des sinistrés et qui jouent un rôle majeur dans leurs quartiers pour renforcer la mobilisation et l'organiser de manière autonome. Le PRT appuie toutes les actions de la Coordination, mais nous considérons que le mouvement et la Coordination doivent rester autonomes par rapport aux partis politiques qui doivent leur apporter leur soutien.

Le 1^{er} septembre, le PRT est entré à la Chambre des députés. Le jour même du tremblement de terre et les jours suivants, nos camarades ont soulevé les problèmes des sinistrés, et ont dénoncé la corruption gouvernementale. Ils se sont faits les porte-parole des organisations de sinistrés à la Chambre des députés.

□ Quelles sont les perspectives actuelles pour ce mouvement des sinistrés ?

Il faut maintenant établir une convergence entre le mouvement des sinistrés et le mouvement politique et syndical contre le paiement de la dette. Les organisations politiques et syndicales ont répondu à l'appel de Castro par la mobilisation du 23 octobre qui fut une journée latino-américaine de lutte contre le paiement de la dette.

Le problème de la dette et celui de la reconstruction sont liés puisqu'il n'est pas possible de reconstruire en payant chaque année les intérêts de la dette. Il faudrait cesser pendant dix-huit mois les paiements pour réussir à reconstruire. C'est une revendication que les syndicats et les organisations politiques reprennent aujourd'hui, et les associations de la Coordination commencent également à en discuter. Ainsi le lien entre les deux mouvements est en train de s'établir.

NICARAGUA

Un écrivain avec les Sandinistes

L'écrivain britannique Graham Greene, auteur de quelques-uns des grands romans de la littérature contemporaine, séjourne actuellement au Nicaragua. Plusieurs de ses ouvrages ont eu pour toile de fond l'Amérique latine ou centrale (*le Consul honoraire* ou tout récemment *A la rencontre du général*).

S'il est venu chercher l'inspiration littéraire au Nicaragua, Graham Greene ne dissimule pas son soutien à la politique du régime sandiniste. Totalement opposé à l'aide américaine à la contra, Greene, qui est un catholique fervent, estime « qu'il y a au Nicaragua un respect profond des différences d'opinion et même un respect de la religion. » Il ne ménage pas non plus ses critiques au Vatican : « Jean-Paul II est le pape le plus politique que nous ayons eu depuis longtemps. Je ne comprends pas la logique qui fait qu'un pape politique refuse de laisser ses prêtres, comme ici, s'engager politiquement. » Allusion à peine voilée à la mise en demeure au père Miguel d'Escoto de renoncer à son poste de ministre de la Culture s'il voulait rester prêtre.

PHILIPPINES

Le poisson pourrit par la tête

Le président philippin Marcos vient de reconnaître publiquement que les forces armées de son pays étaient traversées par une intense rivalité. Elle oppose les partisans du général Fabian Ver, réinstallé à son poste de chef d'état-major des armées au lendemain de son acquittement dans le procès de l'assassinat de Benigno Aquino et ceux du général Fidel Ramos, son adjoint, qui avait assuré l'intérim de Ver durant l'année de l'instruction du procès.

Cette reconnaissance officielle, la première du genre, prend toute son importance quand on sait que l'armée doit faire face à la guérilla en pleine expansion de la Nouvelle armée populaire. La situation est ju-

gée très préoccupante par les Etats-Unis, qui possèdent aux Philippines leurs deux plus grandes bases militaires extérieures. L'armée philippine est minée par ce conflit au sommet que le régime Marcos s'avère incapable de résoudre.

C'est ce qui fait pencher de plus en plus les Etats-Unis vers la recherche de solutions de rechange. Le ticket finalement unifié de l'opposition, Corazon Aquino (veuve du sénateur assassiné) et Salvador Laurel, correspond assez au profil recherché : opposé au communisme, bien disposé à l'égard des Etats-Unis (respectant notamment l'accord sur les bases américaines) et du capitalisme.

Pour autant, Reagan n'a peut-être pas les moyens de jeter par-dessus bord l'entière d'un pouvoir vieux de vingt ans. Il avisera au soir du 7 décembre quand les élections auront eu lieu.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria menace

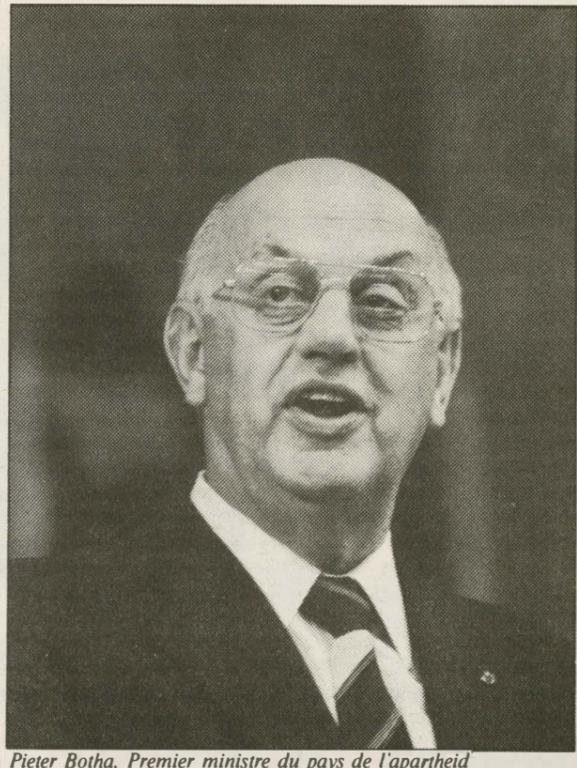
Le jour anniversaire de la victoire des colons afrikaners, les Boers, sur les Zoulous en 1938 à Blood River dans le Natal est fêté en Afrique du Sud. Le 16 décembre 1985, une camionnette a sauté sur une mine. Six des onze passagers ont été tués et les autres blessés, à quelques kilomètres de la frontière avec le Zimbabwe.

Dans la même région au cours du dernier mois, six mines du même type ont explosé, tuant une personne et en blessant sept, dont cinq soldats. L'ANC a revendiqué ces opérations dans le cadre de l'intensification de ses actions militaires contre le régime d'apartheid. Cette dernière action est la plus meurtrière depuis l'attentat contre le quartier général des forces armées à Pretoria en mai 1983, qui avait fait dix-neuf morts et deux cents blessés.

Il faut rappeler qu'on estime à un millier le nombre de personnes décédées au cours des quinze derniers mois et que pour la plupart elles sont tombées sous les coups de forces de répression.

Le régime a réagi en menaçant le Zimbabwe de représailles militaires. Le Zimbabwe, contrairement aux autres pays frontaliers, n'a pas eu encore à connaître les raids et autres incursions permanentes sud-africaines.

VIENT DE PARAITRE



Pieter Botha, Premier ministre du pays de l'apartheid

Des livres pour enfants qui sont aussi pour les grands

Quels livres donner aux enfants ? Il y en a tellement ! Des albums, des romans, des documents... Et tellement d'enfants différents ! Bref, pas moyen de s'en sortir sans mettre le nez dedans. Mais si vous n'avez pas le temps, voici une sélection de bouquins merveilleux (des classiques indispensables et des nouveautés), que vous aurez un plaisir fou ! — même si vous êtes grand, et même très grand ! — à découvrir.

Et d'abord, un génie, un type unique, quelqu'un dont vous ne devez pas oublier le nom : Maurice Sendak. Il est né en 1928 à Brooklyn, de parents émigrés polonais. Ses chefs-d'œuvre ? *Max et les Maximonstres* (Ecole des loisirs, 55 francs) et *Quand papa était loin* (Ecole des Loisirs, 120 francs).

Max, c'est la perfection, le bijou, la fuite loin du monde des adultes, la fête à laquelle nous rêvons tous, suspendus aux branches des arbres, en compagnie des monstres, énormes, que nous aurions réussi à dompter et apprivoiser. Une grande partie de rigolade. Mais les fêtes ont une fin et nous laissons alors fatigués, bizarres, anxieux, insatisfaits : « *Max, roi des Maximonstres, resta seul. Une envie lui vint d'être aimé, d'être aimé terriblement.* » Et comment être aimé ? Sendak pose la même question dans *Quand papa était loin*, ce livre étrange et bouleversant, dont nous attendions impatientement la traduction et qui est paru en France seulement il y a un an.

On y retrouve tous les thèmes de Sendak : l'importance de la musique (ici Mozart), la fenêtre qui symbolise l'ouverture sur le monde, la force des sentiments qui nous traversent : la culpabilité, la colère, la jalousie, la peur. C'est inquiétant, c'est rassurant, c'est incroyablement beau. Quand vous aurez été séduits, vous aurez envie de découvrir ses autres livres, la série des « Petit Ours » (à ne pas confondre avec les Petits Ours très niais de Danièle Bour !), *Rosie*, ou *Cuisine de nuit*, qui rend hommage à Winsor MacCay, l'extraordinaire inventeur de Little Nemo, dont l'influence fut considérable sur le petit Sendak : « *Ce qui m'influença à l'époque était d'origine populaire — bandes dessinées, livres d'occasion, films sur les chercheurs d'or, films de monstre, King-Kong, publicités visibles à New York à l'époque (...)* Il en existait une dont je me souviens très bien, en faveur des boulangeries Sunshine ; on y lisait : "Nous boulangeons pendant que vous dormez". Cela me

semblait la chose la plus sadique au monde, parce que tout ce que je souhaitais, c'était ne pas me coucher pour pouvoir regarder ; ça paraissait ridiculement cruel et arbitraire qu'ils fassent le pain pendant que je dormais, et qu'en plus ils s'imaginent que je trouverais ça formidable de leur part, et que par-dessus le marché je mangerais leur produit (...). Ce livre est une sorte de vengeance qui me permet de les rejoindre et de leur dire que je suis maintenant assez âgé pour veiller la nuit et savoir ce qui se passe dans la cuisine de nuit ! »

Et puis, Sendak n'est pas seulement l'illustrateur de ses textes : il a aussi illustré magistralement Singer (*la Chèvre Zaleth*, en édition Poche Jeunesse) et les contes de Grimm (Folio Junior).

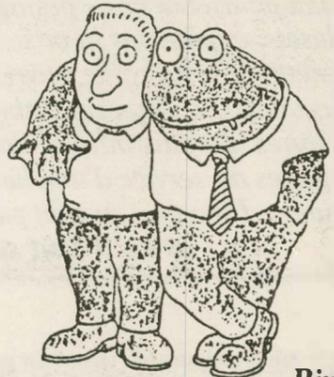
Après un tel choc, difficile d'enchaîner. Pourtant, le talent et l'humour du français Alain Le Saux sont indiscutables. Vous vous souvenez peut-être de ce petit album broché paru il y a déjà deux ans : *Papa m'a dit que son meilleur ami était un homme-grenouille* (Edition Rivages, 42 francs). Et bien, Le Saux a récidivé l'an dernier avec *Maman m'a dit que son amie Yvette était très chouette*, paru chez le même petit éditeur marseillais qu'il faut d'ailleurs saluer, car il est plein d'idées. Et cette année, pour ce Noël, Le Saux triomphe avec *Ma maîtresse a dit qu'il fallait bien posséder la langue française*. Les couleurs vives et un peu passées à la fois sont superbes. La typographie aussi : des beaux caractères bien gras, bien noirs, biens pleins, précis et réjouissants. Pieds-de-nez aux grandes personnes, jeu avec le langage, voilà un livre qui se détache vraiment de la production traditionnelle pour enfants (Editions Rivages, 45 francs).

Encore moins cher, le nouveau petit Folio Benjamin, illustré par Pef : *le Roi des bons* (environ 15 francs). Il s'agit d'une petite fable à l'usage de tous, qui raconte la drôle d'histoire d'un roi qui, fou de son image et crai-

Papa m'a dit que son meilleur ami était un homme-grenouille



par Alain Le Saux



Rivages

gnant qu'on le dépasse en beauté, interdit à ses sujets d'être agréables à regarder. Ils obéissent, qui, par courtoisie, qui, par crainte de la colère du roi, et s'ingénient à s'enlaidir le plus possible : il n'y a plus un seul rapport de séduction entre les habitants du royaume. Le résultat, vous le lirez vous-même, et comprenez qui pourra ! En tous cas, c'est pas bête et les dessins sont vraiment drôles.

Cela nous rappelle à point nommé les trésors de cette collection. Citons surtout *l'Île des ours blancs* de László Varvasovszky (Folio Benjamin, numéro 20), une vraie splendeur, *l'Enorme Crocodile*, de Roald Dahl et Quentin Blake, deux grands noms des livres pour enfants (Folio Benjamin, numéro 15), et peut-être notre préféré : *Mathilde et le fantôme* (Folio Benjamin, numéro 16) de Gage et Hafner, où une petite bonne ordinaire se bagarre toute seule contre un fantôme pas bien méchant mais encombrant, dans une ferme isolée des Etats-Unis, digne des *Raisins de la colère*.

Signalons maintenant quelques documents, dans ce domaine qui s'est enrichi de façon considérable ces dernières années. Et parmi les nouveautés, trois titres qui valent le coup. *La Migration des cigognes*, aux éditions Centurion Jeunesse (65 francs), retrace leur voyage des Pays-Bas jusqu'en Afrique du Sud, en passant par Budapest, Istanbul et le lac Nairobi au Kenya, évoqués par des jolies illustrations, légères et lumineuses : une invitation à rêver, à voyager, à saisir le monde dans sa totalité, invitation précieuse et trop rare, hélas, parmi les livres pour enfants.

La Révolution française au jour le jour,

chez Hatier, dans la collection « Le grenier des merveilles » (92 pages, 96 francs) et *la Révolution française*, chez Bordas (176 pages, 169 francs), sont tous deux de grand format. Ces deux volumes obéissent à un même souci d'exactitude, de précision, de clarté sur les enjeux de la Révolution. Tous deux sont très beaux : mise en page astucieuse, nombreux documents iconographiques, coloriage intelligent et gai des gravures anciennes un peu tristes.

Danton, Desmoulins, Saint-Just nous y regardent mieux que jamais. A dix ans, la Révolution est au programme à l'école. Ces deux livres forment une excellente introduction, pas ennuyeuse du tout, à son étude. A feuilleter, à regarder ensemble, petits et grands.

Et puis, comment finir sans parler d'un autre géant : Tomi Ungerer, le deuxième nom que nous ne devons pas oublier et dont l'admiration pour Maurice Sendak est réciproque. Tomi a quatre ans quand son père, horloger de la cathédrale de Strasbourg, meurt. Il est alors élevé à la campagne. A vingt-cinq ans, il part s'installer aux Etats-Unis. Vingt années passent, il change de vie et s'installe en Irlande, ce qui lui fait dire : « *Je n'ai pas de langue natale, sauf celle qui me sert à lécher les plats.* » Son œuvre, qui ne s'adresse pas seulement aux enfants, frappe par son abondance et sa diversité : environ cent vingt livres, et quatre cents affiches. Ses réussites les plus éclatantes ? *Pas de baiser pour maman*, *les Trois Brigands*, *le Géant de Zéralda*, tous disponibles aux éditions de l'Ecole des Loisirs. Nous y reviendrons !

Sophie Gouskett



☆ Samedi 22 h 10 (TF 1) « Droit de réponse » : « La gastronomie ».

☆ Dimanche 20 h 35 (TF 1) *les Fourberies de Scapin*, de R. Coggio avec J.-P. Darras, M. Galabru. Mise en scène ringarde et absence presque totale de génie.

20 h 35 (A 2) « Grand échiquier » avec Luciano Pavarotti, l'une des plus extraordinaires voix du bel canto actuel.

22 h 30 (FR 3) *San Francisco* de W.-S. Van Dyke avec

C. Gable, J. MacDonald et S. Tracy. Petit film sans surprise.

☆ Lundi 16 h 35 (TF 1) Premier épisode d'un feuilleton pour enfants tiré de *Deux Ans de vacances* de Jules Verne.

20 h 35 : Vous avez le choix entre un mauvais film de F. Zeffirelli, *le Champion*, avec J. Voight et F. Dunaway (FR 3) ; le premier épisode d'un film TV en deux parties consacré à la vie d'Albert Einstein (*Hello Einstein* sur

A 2) que l'on dit fort médiocre ; et enfin un film de Luigi Comencini, *Heidi*, réalisé en 1952 d'après le best-seller pour enfants de Johanna Spyri... J'aurais plutôt un faible pour ce dernier film !

☆ Mardi 16 h 30 (TF 1) Deuxième partie de *Deux Ans de vacances*.

20 h 35 (A 2) Un « Mardi-cinéma » exceptionnel, puisque consacré au cinéma d'animation, avec *Un Voyage au pays des dessins animés* en hors d'œuvre, puis *le Roi et l'oiseau*, un dessin animé de Paul Grimault et Jacques Prévert. Superbe soirée !

20 h 30 (TF 1) *Emilie jolie*, comédie musicale de Philippe Chatel.

20 h 35 (FR 3) Dernière séance de Noël avec *Geant* de G. Stevens, interprété par R. Hudson, James Dean, E. Taylor. Géante (3 h 10 !)

saga américaine, réalisée sans génie mais avec juste assez de savoir-faire pour être consommable. Le fantôme de « Jimmy » Dean a plus fait pour la réputation de ce film que ses qualités propres. Puis à 0 h 25, *l'Homme qui rétrécit* de J. Arnold avec G. Williams. Le chef-d'œuvre de la « série B ». Réalisé en quelques semaines avec des moyens dérisoires sur un scénario fabuleux de Richard Matheson, *l'Homme qui rétrécit* est l'un de ces petits films hollywoodiens pour lesquels on donnerait n'importe quelle superproduction (tiens ! *Geant* par exemple !) Restez éveillés en attendant le père Noël, ce film vaut vraiment le détour tardif !

☆ Mercredi 14 h (A 2) *les Aventures du capitaine Wyatt*, de R. Walsh avec Gary Cooper. Ce film d'action est un chef-d'œuvre mené de main

de maître, mais que vous n'avez peut-être pas encore eu le temps d'oublier : il est passé l'an dernier à la télé.

22 h 35 (FR 3) Nouveau cadeau royal de FR 3 à ses téléspectateurs, *le Guépard*, de Luchino Visconti avec B. Lancaster, A. Delon, C. Cardinale. Film sur la fin du monde représenté par l'aristocratie terrienne, mais aussi sur la trahison du « Risorgimento » par l'alliance de la bourgeoisie d'affaires et de la vieille noblesse contre les Garibaldiens. (« *Je partage le point de vue de ceux qui définissent le Risorgimento comme une révolution manquée, ou mieux, trahie.* » L. Visconti) Un film remarquable, l'un des quatre ou cinq plus grands films de l'histoire du cinéma italien... ☆ Jeudi 16 h 25 (TF 1) Troisième partie de *Deux Ans de vacances*.

20 h 35 (TF 1) « Pour ceux qui aiment Bach », une émission musicale d'Eric Lipmann avec un plateau alléchant !

☆ Vendredi 16 h 25 (TF 1) Quatrième partie de *Deux Ans de vacances*.

21 h 30 (TF 1) *Bye, bye, show biz*, spectacle de Jérôme Savary avec le Grand Magic Circus. Tonique, bouffon... et réussi !

23 h (A 2) *les Chasses du comte Zaroff*, d'E.B. Schoedsack et I. Pichel, avec J. Maccrea et F. Wray. Encore un classique du cinéma fantastique. Réalisé la même année que *King-Kong* par la même équipe (producteurs, réalisateurs... et acteurs !), on tournait *King-Kong* sur le plateau n° 1 de la RKO de Culver City, et *les Chasses du comte Zaroff*, la nuit, sur le plateau n° 2 ! A ne pas rater.

Michel Las'lo

LE DERNIER LIVRE DE FRANÇOIS DE CLOSETS

Toujours plus moderne !

Grand pourfendeur de préjugés, moderniste en diable, François de Closets, appâté par la crise que traverse le syndicalisme, vient de commettre une nouvelle œuvre, plus hargneuse et volumineuse que les précédentes. « Tous ensemble »¹, qu'un éditeur de talent étale aux devantures des plus minuscules librairies, c'est près de six cents pages indigestes au service d'une haute ambition : démolir le syndicalisme de classe. Il ne faut surtout pas l'acheter, on peut se passer de le lire, mais il faut savoir de quoi ça cause.

On imagine toujours les chiens de garde de la bourgeoisie sous un aspect féroce, la matraque à la main et l'écume aux lèvres. Il en est d'autres, parfumés et pomponnés, du genre caniche. François de Closets fait partie de la seconde espèce, celle qui, aux trottoirs, préfère les salons.

Les trois postulats de Maître de Closets

Comme il aime bavarder Closets, comme

Scoops !

- ◇ « La presse de droite fait des syndicats – la CGT pour Citroën, la CFDT pour Talbot – les naufrageurs des entreprises. Procès injuste, car la situation n'est pas née d'aujourd'hui et les responsabilités sont pour le moins partagées » (p. 41).
- ◇ « La CSL est plus proche du personnel que les centrales "représentatives". Les agents de secteurs écoutent les ouvriers, jouent les assistantes sociales et, usant de leur connivence avec la direction, résolvent bien des problèmes individuels » (p. 42).
- ◇ « Le désastre de notre industrie automobile tient d'abord à ce qu'on oppose des produits issus de la lutte des classes à des produits concurrents nés de la collaboration de classes » (p. 123).
- ◇ « Mais, à partir de 1974, les Français ont fait payer la crise à ces dernières [les entreprises]. Leurs rémunérations ont gagné cinq points... qui ont été naturellement perdus par les sociétés. A ce niveau, le travail est surpayé et le capital sous-rémunéré. C'est le personnel qui devient l'exploiteur et qui détruit par ses prélèvements l'outil de production » (p. 130).
- ◇ « Grâce au monopole syndical, les ouvriers de presse ont obtenu des avantages considérables qui ont grevé les prix de revient et contribué à faire du quotidien le produit le plus inflationniste de France. Du coup, les ventes de la presse parisienne n'ont cessé de baisser. Un certain nombre de titres se trouvent menacés de disparition. Un certain nombre d'emplois aussi » (p. 357).
- ◇ « Avec la crise, les gens sont disposés à faire des sacrifices sur le temps pour gagner plus. Entre 1982 et 1984, les Français qui donnent la priorité à l'augmentation du pouvoir d'achat sont passés de 54,8 % à 63,6 %, tandis que ceux qui préfèrent davantage de temps libre chutaient de 44,4 % à 36 %. Ce gisement de productivité est si riche qu'il permet de bonnes compensations » (p. 418).
- ◇ « Dit plus brutalement : les patrons sont plus attentifs que les syndicats aux préoccupations des salariés » (p. 18).
- ◇ « Les syndicats, soyons justes, peuvent aussi exprimer la volonté du personnel » (p. 28).

il désire briller ! A peu de frais, mais non sans profits... Pour les besoins de la cause, il n'hésite pas à se faire historien, économiste, sociologue, politologue, voire philosophe. C'est « monsieur je sais tout ».

Il y aurait, nous dit Closets historien, une rupture dans la prétendue continuité du syndicalisme français. En deçà : le XIX^e siècle, marqué par les duretés de l'exploitation capitaliste et la violence des conflits sociaux, qui vit naître un syndicalisme de classe, légitime ! Au-delà : la « syndicalité » de ce XX^e siècle, qui n'est rien de plus qu'une imposture. Celle d'organisations qui, au nom de références historiques usurpées, cultivent un archaïsme de mauvais aloi.

Closets économiste nous révèle pourquoi. La lutte de classes est dépassée ! Les conflits opposant les travailleurs aux patrons ne subsistent plus qu'à l'état résiduel (dans quelques PME), ils ont laissé place à de multiples oppositions d'intérêt : entre corporations, entre entreprises, entre producteurs et consommateurs, entre fonctionnaires et usagers,

etc. Bref, la « verticalité » s'estompe au profit de « l'horizontalité ». Ne peut s'étonner de cette découverte que celui qui n'a pas compris que le capitalisme est lui-même démodé. C'est-à-dire le pauvre aveugle qui ignore que, puisque une bonne part de son économie est nationalisée, « la France a cessé d'être une société capitaliste » (p. 131).

Dès lors, Closets sociologue peut conclure que les syndicats ouvriers, toutes tendances confondues, au même titre que les « syndicats » patronaux, ne sont rien d'autre que des lobbies, des groupes de pression corporatistes. CGT, CFDT, FEN, FO, CNPF, CNRS, SEITA : des sigles différents pour un même combat : la défense de privilèges mal acquis !

Accusé : le syndicalisme de classe

Un habile agencement de ces quelques postulats suffit à mettre en accusation le syndicalisme de classe. De Closets ne condamne point le corporatisme, il est tenté d'en faire l'éloge, ni ne critique la bureaucratisation et l'institutionnalisation des syndicats, il les juge souhaitables. Ce qu'il brocarde, c'est « l'inadaptation » du syndicalisme, le décalage que celui-ci introduit entre la réalité économique et les « mythes » que sont devenus la classe ouvrière, le mouvement ouvrier, la lutte des classes, sans parler de la révolution...

Si de Closets ne ménage ni ses efforts ni sa hargne, c'est que, à ses yeux, ce syndicalisme de classe fait obstacle à la commune recherche – *Tous ensemble !* – de la productivité maximum. Modernité contre archaïsme : tel est le combat de ce Saint-Georges de la plume qui, bien sûr, transcende les

désuets clivages qui, autrefois, distinguaient la droite de la gauche, les travailleurs des patrons.

La plume en question est d'ailleurs suffisamment alerte et, somme toute, talentueuse, pour donner vie, à force d'artifices littéraires, à une pensée invertébrée.

Monsieur de Closets ne démontre ni ne raisonne, il assène avec un parfait culot les pires énormités. Il ne recule pas devant les plus grossières contradictions, puisque le ton d'évidence obligé suffit à tout justifier. Il sait allier le faux bon sens, l'idéologie couarde du juste milieu et les formules assassines. Monsieur de Closets jongle avec les chiffres, les sondages, épuise notre patience sous l'avalanche d'exemples toujours évoqués, jamais approfondis.

Parfois, tel un lapsus, il laisse s'exprimer son mépris des travailleurs, sa haine des syndicats. Et l'on comprend que son modernisme n'est qu'une espèce de poujadisme salonard. Tout juste bon à chanter les louanges de la flexibilité et qui s'exaspère devant des résistances dont il avoue benoîtement qu'elles lui sont incompréhensibles.

Il est vrai qu'à l'aune d'un néo-libéralisme qui se voudrait éclairé et élégant, tout ce qui fait obstacle au consensus, refuse le « partenariat social » ne peut relever que de l'irrationnel. Le syndicalisme de classe ne peut être le fait que d'indécrottables ratés, de demeures irrécupérables.

Le prouver valait bien six cents pages !

Monsieur de Closets se voudrait iconoclaste, il n'est que fat. Il se croit intéressant, il n'est qu'intéressé.

Francis Sitel

François de Closets : *Tous ensemble. Pour en finir avec la syndicalité*, éditions du Seuil. 99 francs.

De Closets, le désir de briller

